courant alternatif

MENSUEL EDITE PAR

L'Organisation Communiste Libertaire

N°9 — OCTOBRE 81 — 6frs

DOSSIER POLOGNE p 19 à 26

NOUVEAU ! TOUT BEAU !

AUTOMNE ROSE : L'ETAT DE GRACE VIEILLIT MAL !!

VOUS VOULEZ NOUS CONTACTER ?

BOURGOGNE
OCL/Librairie Oblique
25 rue Joubert
89000 Auxerre

BRETAGNE
D.Moisan
BP 82
22200 Guingamp

CENTRE
La Commune
BP 1228
45002 Orléans Cédex

CHAMPAGNE/ARDENNES NORD/EST.
OCL/Egregore
B.P 1213
51058 Reims Cedex

NORMANDIE
ASTEVMU
B.P 170
14008 Caen Cédex

PAYS DE LOIRE CENTRE OUEST
OCL/La Taupe
2 Quai Lalande
72000 Le Mans

REGION PARISIENNE
FL
33 rue des Vignoles
75020 Paris

SUD EST
Germinal
19 rue des Suisses
13200 Arles

SUD OUEST
Acratie
BP 25
40300 PEYREHORADE

SOMMAIRE

Cinq mois déjà p4 à 19
- *Pas de vacances pour les radiomaniaques....p4*
- *Arr..Mééé...Démooo...Kratik...p7*
- *Nucléaire : avec l'automne, le dégel..p11*
- *Entreprises : plus ça change, plus c'est pareil...p 16*

Dossier POLOGNE...p19 à 27

L'amour handicapé...p28
Rebelles....p29
En Mouvement...P30
Vite fait sur le zinc...p31

POUR TOUT CE QUI CONCERNE
COURANT ALTERNATIF
(Abonnements, Articles, Courrier)

Une seule ADRESSE :

EGREGORE (OCL)
B.P 1213
51058 REIMS cédex

Chèques à l'Ordre de
Christian ECALE

Ce numéro de Courant Alternatif est le premier d'une nouvelle série imprimé. Nous espérons pouvoir assez prochainement améliorer encore la présentation du journal avec UNE COUVERTURE EN DEUX COULEURS (ouaouhh !!!). Pour cela il nous faut des ABONNEMENTS et pourquoi pas des SOUSCRIPTIONS. Il nous faut arriver assez vite autour des 400 abonnements. A l'heure actuelle nous en sommes à environ 200. N'oublions pas que Courant Alternatif n'est diffusé que dans quelques librairies et par vente militante. Nous tentons cependant des expériences de diffusion par des messageries dans quelques points limités et pour 2 numéros. Pour le 9 et le 10 ce sera la région Rémoise et la Côte Basque.

Dépot Légal : 47693, N° Commission Paritaire : 6896
Directrice de Publication : C.Maynard

L'ATELIER GRAPHIQUE, REIMS

édito

En cette rentrée plutôt molle dans la France socialiste, la réalité sociale affiche un masque de fausse sérénité. Mais sous le vernis d'optimisme, l'état de grâce commence à mal vieillir. Quelques contradictions, quelques rides apparaissent sur le beau visage rose de la nouvelle Marianne.

Les prises de bec qui opposent les vautours du Parlement lors de la session d'automne autour de la mise en place cadencée du projet PS montrent à l'évidence que l'installation du « nouvel » *Etat social-démocrate n'est pas exempte de convulsions.*

Dans un barbotage de sourde inquiétude où le chômage et l'inflation croissants valsent avec la décentralisation et les nationalisations, la population surnage péniblement. Octobre, avec la chute tourbillonnante des feuilles d'impôts, voit l'avènement, sur le terrain du culturel et de la communication, d'une vaste reconstitution du tissu social autour de ce que nous avions pris l'habitude de définir comme des fronts de lutte secondaires c'est à dire l'ensemble du mouvement social, fractionné le plus souvent en luttes parcellaires, extérieur au lieu même de l'entreprise.

Les nouveaux limonadiers de l'Etat ont en effet décidé de remettre sur le marché social tout un assortiment de cocktails associatifs et culturels. Nous l'avons dit dans les précédents numéros de C.A., il s'agit là d'un enjeu primordial pour les réformes actuelles du capitalisme. Pour parvenir à assumer l'accouchement sans douleur des nouveaux modes et rapports de production en pleine restructuration, les sociaux-démocrates se doivent de gérer habilement l'espace social. Ils doivent offrir aux femmes, aux travailleurs, aux jeunes de 7 à 77 ans et à toute une «marginalité» *confuse en attente de défouler sa créativité brimée, un ensemble de portes de sortie, de soupapes de sécurité dans leur quotidien qui donneront à tous l'illusion de se responsabiliser (voir le leit-motiv d'André Henry, ministre du TEMPS LIBRE) individuellement et collectivement. Un indice de tout ce mouvement d'agglutinement soporifique en octobre précisément, dans de nombreuses villes de France, vont se dérouler de multiples* «Fêtes des Associations» *qui, jusqu'alors n'avaient jamais atteint une telle ampleur et une telle euphorie. Se regrouper pour oublier, quelques heures durant, le salariat et la grisaille en s'éclatant dans la redécouverte du* «patrimoine local et régional», *dans une chapelle d'humanistes ou d'écologistes, etc..., voilà un moteur puissant que l'Etat fraîchement repassé commence tout juste à maîtriser et à exploiter. Que l'investissement aveugle dans l'animation de ces groupes, Maisons de Jeunes, fédération axées autour du loisir et autres lieux de communication, saisisse et endorme un bon nombre de révolutionnaires, nul n'en doute.*

Les délégations de pouvoir qui sont le lot courant de ces structures ne sont d'ailleurs pas sans intérêt pour le pouvoir qui peut se permettre par ce biais d'intégrer un nombre important de gauchistes au fonctionnement de l'institution.

Dans cette ruée vers un nouveau style de congés payés, quelle est la position des Communistes Libertaires ? Nous nous dirigeons vers une participation vigilante à ce nouveau dessin du tissu social. Participation, car dans l'associatif, dans l'aspiration au groupement, même en groupes restreints (théâtre, radios locales, vie de quartier, etc...) on peut toujours déceler une possibilité pour la population de se prendre en charge, de se réapproprier une communication et certains outils, une voie vers l'autonomie. Dans cette direction, nous pouvons œuvrer pour que ces collectifs ne soient pas seulement des lieux de consommation ou de contribution à un culturel préfabriqué et prémâché par la Bourgeoisie. Notre rôle est de mettre en avant dans ces espaces ce qui surgit dans le sens d'une création de culture collective porteuse de ruptures avec le capitalisme. Il s'agit là pour nous du seul moyen d'empêcher que l'associatif ou même l'alternatif deviennent de simples lieux de pouvoir, de sclérose, d'assistanat et de dépolitisation. Participation vigilante, cela signifie, pour éviter les erreurs politiques dans notre pratique, d'avancer au coup par coup et de tirer un bilan régulier de nos observations.

Egalement rapporter sans cesse ce bilan du culturel et du social à l'évolution des réformes du capitalisme. Donc, pas de participation pure; pas non plus ne négation pure, ce qui nous engagerait sur le terrain de l'Ultra-gauche, sur le terrain du repli sur notre propre chapelle d'analystes. Nous devons nous ouvrir à un maximum de contacts avec le plus grand nombre de gens insérés dans une pratique sociale. Mais ceci sans nous faire d'illusions sur l'ampleur collective réelle qu'aurait aujourd'hui un mouvement alternatif dans ce pays. Les relations existant entre les diverses fractions d'un mouvement en pleine reconstitution (anti-nucléaire, anti-militarisme, squatts, radios, femmes, éducation, imprimeries, édition, restos, etc...) si elles peuvent apparaître (cela est d'ailleurs loin d'être une évidence) sur une localité, sur une ville importante, ont du mal à exister à l'échelle territoriale. Cette parcellisation des fronts se double de la fragmentation régionaliste que connait ce Pays. Il n'est pas étonnant d'ailleurs que les socio-démocrates, soucieux du calme et du consensus de la population, cherchent à ranimer l'adhésion du corps social à l'idée de NATION *tout en accordant des bouffées d'oxygène calculées aux régions pour assurer le sens de la responsabilité chez les élus. Il est apparent que nous nous dirigeons également plus vers l'utilisation ponctuelle de certains outils de communication et de traitement de l'information (radio, vidéo, télématique, micro-informatique...) que vers la promotion de ces outils (sans exclure pour autant cette possibilité car il peut s'avérer utile de lancer une radio sur un contexte donné, notamment pour des luttes d'entreprises). L'emploi et la justification de ces outils tient au contenu et à la quantité de l'information échangée. Si ces outils dynamisent à un instant donné un mouvement collectif en opposition flagrante avec les enjeux du capitalisme, alors, ils ont leur utilité.*

Nous restons par conséquent attentifs à ce qui se met en place sur le terrain de l'associatif et du culturel en cette période et nous envisageons une participation vigilante, ponctuelle ou non, à cette recomposition du corps social.

Sans jamais oublier que le détonateur qui transforme ces fronts secondaires en fronts premiers ce sont les luttes ouvrières au cœur même de la production.

RADIOS

PAS DE VACANCES POUR LES RADIOMANIAQUES

L'été 81 fut riche en création de Radios locales privées (remarquez le changement de dénomination !) Les premiers mois du pouvoir rose furent marqués par une occupation...non pas des usines comme en 1936 mais de la Modulation de Fréquence. Par qui ? Par quoi ? Pour quoi faire ? Les leaders des diverses fédérations de Radios libres connaissent les heures de gloire, jusqu'alors réservées aux bureaucrates syndicaux, de négocier à tout rompre avec le pouvoir. Les déclarations des uns et des autres se sont succédées au rythme des tables rondes, carrées ou rectangulaires recouvertes d'un tapis vert et rose ! Et nous là dedans, qu'allons nous faire dans cette galère modulée ?

LE RADIOMANIAQUE MOYEN

Sous Giscard, les radioteurs libres (peu nombreux par rapport au récent raz de marée) étaient majoritairement des militants, recherchant une autre communication sociale au service des luttes (Longwy, Dufour, Darboy, luttes antinucléaires...) ou de leur propre chapelle politique ou syndicale, dont les motivations profondes pouvaient aussi se rechercher dans le besoin d'être dans l'illégalité sans finalement trop de risques tout en pouvant être compris de la «masse», ou encore dans le besoin de «nouveaux espaces libérables» face à un pouvoir d'Etat de plus en plus répressif. Bien sûr, on sentait bien que certains n'étaient pas désintéressés personnellement dans cette contestation du monopole Giscardien. On savait aussi que d'autres (beaucoup moins nombreux) pour qui la C.B (Cibbie) était insuffisante faisaient dans la communication pour la communication.

Depuis l'avènement du PS au pouvoir, le phénomène de la «Modulation de fréquence» a pris une ampleur sans précédent en France, plusieurs centaines de radios émettent ou s'apprêtent à le faire. Ce sont, dixit Philippe Gavi, l'ex-soixante huitard bien reconverti dans l'entreprise LIBERATION, des *«jeunes gens résolument modernes qui se lancent dans cette aventure technologique...sans mission sociale, pour le plaisir»*. Ce raz de marée a tendance à reposer sur les mêmes fondements que l'engouement récent mais déja dépassé, pour la CB- La sophistication des rapports humains, l'absence de vie sociale, l'individualisme, l'isolement, vécus dans un certain milieu de jeunes petits cadres ou employés modernes à la recherche de nouveaux hobbies pour leur temps libre, font naître de nouvelles passions. La lecture d'ACTUEL ne leur suffit plus ! L'absence de communication réelle reposant sur leur insertion dans une communauté de vie est palliée par un micro. Le problème, si on en juge par le contenu des projets de pas mal de nouvelles radios, c'est que ces jeunes gens «résolument modernes» n'ont pas grand chose à dire si ce n'est que de diffuser de la musique «jeune pour les jeunes» dans un cadre «plus bandant» que celui de son appartement avec chaîne stéréo dernier modèle incorporé !

La culture se résume à passer des disques à l'antenne et à annoncer les spectacles dans la ville ! Si les moyens financiers le permettent on envisage tout au plus de retransmettre les concerts des vedettes du Show-Biz en tournée. Seules, quelques radios se conçoivent comme pouvant servir d'outil aux groupes n'ayant pas pour but de vendre un produit culturel «gratouillant» dans leur quartier ou montant une pièce de thâtre. Pour clôturer le tout, beaucoup de ces radios «bruit de fond» se disent apolitiques.

D'autres se définissent comme «radio service», «décontractés», «pour apporter la bonne humeur»..., en apportant des infos pratiques et locales («la place du général de Gaulle est embouteillée, un cyclomoteur ayant été renversé»...). Rôle déjà joué par la presse régionale quotidienne.

DES NOUVELLES P.M.E

Pour certains la radio restera un hobby venant combler les heures creuses laissées par le laboratoire ou le bureau (à remarquer tout de même que ces nouveaux radioteurs ne se recrutent pas dans n'importe quelle couche sociale). pour d'autres, elle est devenue un moyen d'existence.

Il y a bien sûr les gros requins qui voient, dans cette prolifération, de nouveaux outils publicitaires, d'autres qui trouvent de nouveaux débouchés pour leur matériel électronique (studio «clé en mains» : entre 15000 et 50000 F pour un 100 watts !)

Il y a aussi de petits débrouillards qui voient là l'occasion de créer une P.M.E à bon compte. Là, on parle de «radio expérimentale», de profession, de métier pour qui l'introduction du radiophonique sur le terrain de la vie sociale n'est pas un problème majeur. Le problème est d'attirer

une clientèle permettant à l'entreprise de vivre. Pour certains ce sont des gens de 25 à 40 ans (RFM la plus grosse qui détourne une partie de l'audience de Radio 7 sur Paris), pour d'autres le 3eme âge... les jeunes lyçéens et étudiants...etc...

Là dedans, on retrouve dans les gros projets des professionnels et des futurs profs. Ces projets sont parfois intimement liés à la presse écrite (Le Parisien Libéré, le Quotidien de Paris, Le Monde, Sud Ouest...) et ne cachent pas leur objectif qui est de concurrencer les radios périphériques et les radios de «Radio-France» ; là, pas de problème, on nage dans le bon gros média qui renforce le contrôle social, l'encadrement idéologique et l'aliénation. Certains veulent même servir de laboratoire pour dynamiser . la profession. Ainsi, des animateurs de Radio Cité Future (dont le projet a du mal à se réaliser) proposent une programmation par thèmes qui prend en compte le fait que l'on soit en début de semaine ou à l'approche du Week End, avec musique à réveiller le matin (en mélangeant les genres de Wagner aux Sex-Pisols) et musique à rêver...à l'heure de la sieste... Les thèmes traités doivent tenir compte aussi de la météo...UNE NOUVELLE PEDAGOGIE : C'EST CELA FAIRE DE LA RADIO EXPERIMENTALE. Mais dans la plupart des cas, ces PME grosses ou petites parodient les radios officielles avec des émissions de jeux, des disques dédicacés, disques «jockeys» des boites de nuit, etc... Alors, on recherche des astuces professionnelles pour ne pas être trop ennuyant, pour mieux CONFORMER SON AUDITOIRE. A noter que ces PME ont eu le soutien de Gavi le spécialiste de la rubrique média dans Libé qui défend «la libre entreprise».

LES RADIOS PROPAGANDES

Il ne faut pas oublier non plus que d'autres requins pour qui la radio est un moyen de propagande pour sa chapelle politique ou syndicale n'ont pas désarmé . C'est ainsi qu'il y a ici ou là des radios municipales de droite (très peu nombreuses, la droite n'ayant pas actuellement en son sein suffisamment de «jeunes gens résolument modernes»), de gauche (avec une majorité du PC), des radios syndicales (surtout CGT), des radios partidaires (L.C.R, O.C.T, L.O, et Fédération Anarchiste). En effet la F.A a sa radio sur Paris, elle s'appelle «Radio Libertaire». Il serait intéressant que des Libertaires non membres de la FA s'investissent dans cette radio pour vérifier si elle a aussi le monopole radiophonique du label anar...quoique finalement nous ayons autre chose à faire ! Ces radios risquent, à moins qu'elles ne servent d'outils aux mouvements populaires (on peut en douter !) d'être chiantes, académiques du style : Les syndicalistes parlent aux syndicalistes, les trotskystes...aux trotskystes, les anars...aux anars (Radio Libertaire diffusera des émissions de «Formation Anarchiste» certainement coupées comme d'habitude de toute pratique sociale réelle).Ces projets rejoignent les radios Parisiennes du style : Les juifs pour les juifs (Radio J), les Antillais pour les Antillais (Radio Tropique), les cathos pour les cathos (Lumière 101), les Italiens pour les Italiens (Radio Italia), Les mystiques pour les mystiques (Logos), les Homos pour les homos (Fréquence gaie), les orientaux pour les orientaux (service Orient) etc...etc...

QUE RESTE-T-IL ?

Seulement quelques radios ici ou là qui veulent donner la parole aux exclus, qui posent le problème de la radio comme outil pour un mouvement populaire, radios se voulant ancrées dans la réalité sociale - dirons nous RADIO DE MOUVEMENT, en quelque sorte RADIO VIVANTE. Certains radiomaniaques répondent que ce ne peuvent être que des radios ennuyantes comme les premières radios libres alors que si celles ci furent bien souvent chiantes, c'est qu'elles étaient «imposées comme une verrue déplacée sur la gueule du social» (voir C.A N°8 où nous y faisions une critique des radios militantes).

Mais si ce type de radios majoritaires dans l'Italie de 77 est extrêmement minoritaire dans la France de 81, cela est dû à la situation actuelle où le développement des mouvement sociaux n'en est plus à un stade de recherche d'outils pour leur expression...MAIS CELA PEUT VENIR TRES VITE !

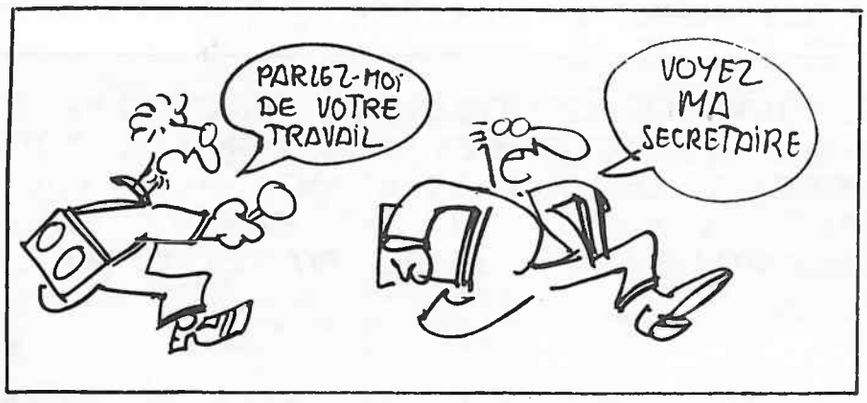
LE TANGO DE L'ETE

Plantons le décor

Les nouveaux tenants du pouvoir n'ont pas eu de mal à trouver des interlocuteurs pour négocier des aménagements au monopole d'Etat (car c'est de cela dont il s'agit). Ils se connaissaient déjà vu que la plupart des représentants des radios libres avaient souvent par le passé pleurniché dans leurs bottes démocratiques.

Les fédérations de Radios libres sont au nombre de trois auquel il faut peut-être ajouté le Syndicat Interprofessionnel de radios Libres (SIRT) nouveau syndicat des PME radiophoniques. Il y a l'association de Libération des ondes (ALO) qui regroupe le plus souvent des radiomaniaques portés vers la libre entreprise qui ont été touchés par le virus bien avant le 10 Mai (dont la représentante la plus célèbre est Radio Ivre). Ensuite la Fédération Nationale des Radios et Télévisions Indépendantes (FNRTLI) très politicarde qui s'appuie sur les radios municipales et les notables, enfin, la Fédération Nationale des Radios libres (FNRL) partisane des radios-associatives de quartier, de fait très proche des conceptions du PS.

Pour le PS, les radios libres devaient s'inscrire dans son projet associatif. Il devait peut-être penser qu'il avait à faire à



DES JEUNES GENS «RESOLUMEMENT MODERNES» QUI N'ONT PAS GRAND CHOSE A DIRE SI CE N'EST DIFFUSER DE LA «MUSIQUE JEUNE POUR LES JEUNES».

des militants qui voici quelques années lancèrent des dizaines et des dizaines de canards de contre-infos dans tout l'hexagone et dont il tira ensuite (et dernièrement au 10 Mai) les bénéfices sur le terrain politique devant l'absence de projet de ceux-ci. Il fut rapidement surpris devant l'ampleur et la diversité de l'épidémie RADIOMANIAQUE

Deux pas d'un côté...

Ce fut au début de l'été un peu la panique dans le ministère de Fillioud. Comme tout pouvoir lorsqu'il est dépassé par les évènements (même si ici le pouvoir était finalement doublé sur sa droite...si cela veut encore dire quelque chose !), il tenta de réprimer : circulaire à toutes les municipalités leur indiquant que les radios municipales ne seront pas autorisées «*les radios libres doivent rester des radios de proximité et s'interdire toute recette publicitaire*» (dixit Fillioud) avec brouillage sélectif pour les récalcitrants ! Mesures très bien acceptées par la FNRL qui représente finalement au niveau de ses dirigeants (il ne faut pas oublier qu'une radio libre qui se monte adhère à une fédé. beaucoup plus par intérêt matériel que par choix politique) ce que le PS pouvait espérer rencontrer, c'est-à-dire des «militants» à la recherche de nouvelles communications sociales. Le pouvoir dans son «état de grâce» tenta bien d'argumenter «*il faut à tout prix que les radios ne deviennent pas un instrument pour la droite (avec l'exemple du Chili à l'appui) et que les gros commerciaux ne couvrent pas les petites radios associatives*». Or «queue de prune» et «peau de banane» : il n'y a que très peu de radios de l'ex-majorité parlementaire et derrière le label «association loi 1901» se cachent des tas de radios directement à but commercial (liées à des commerçants, publications gratuites de petites annonces, organes de presse régionale et même nationale) ou indirectement (radiomaniaque n'ayant pas d'autres buts que de vivre de ce nouveau gadget)

... et un pas de l'autre

Et puis le pouvoir doit composer avec la presse régionale avant les cantonales de 82 et les municipales de 83 ! En effet, cette presse qui déverse sur chaque village sa merde quotidienne tient à s'adapter aux nouvelles technologies qui risquent peut être un jour de mettre à la brocante le papier journal... En plus les demandes en création d'emplois des nouveaux radioteurs dépassent largement ce que l'Etat pourrait d'une manière ou d'une autre financer (même avec la décentralisation), il faut bien envisager des recettes publicitaires pour ces radios locales qui deviennent tout d'un coup **radios privées** (rapport de la Commission Moinot). Le pouvoir est alors obligé de négocier avec la RADIOMANIE AMBIANTE.... son projet associatif étant finalement contré par des aspirations commerciales et lucratives.

LES NOUVEAUX TENANTS DU POUVOIR N'ONT PAS EU DE MAL À TROUVER DES INTERLOCUTEURS POUR NEGOCIER...LES REPRESENTANTS DES RADIOS LIBRES AVAIENT SOUVENT PAR LE PASSE PLEURNICHES DANS LEURS BOTTES DEMOCRATIQUES

POUR NOUS LA RADIO PEUT ETRE UN MOYEN DYNAMIQUE POUR UN MOUVEMENT SOCIAL. CA PEUT TOUJOURS SERVIR DANS UNE LUTTE OU DANS UNE SITUATION PARTICULIERE.

VOUS CRITIQUEZ, VOUS CRITIQUEZ TOUJOURS... MAIS QU'EST-CE QUE VOUS PROPOSEZ ?

Vous allez peut-être être déçus ? (enfin on espère bien que NON !) mais il n'y aura pas de radio partidaire made in OCL.

Pour nous, la radio peut être un moyen dynamique pour un mouvement social. Alors !? Il va falloir se battre pour que ces radios locales soient ouvertes aux réalités. Nous pouvons être ici ou là à l'initiative de radios ouvertes, nous pouvons aussi dans d'autres cas participer à des radios existantes ou en construction de sorte qu'elle soient des outils potentiels... ou encore casser («*je vous l'avais dit que c'étaient des casseurs !*») les petits monopoles partidaires, municipaux ou commerciaux qui un jour ou l'autre se dresseront face à une expression libre et directe d'un mouvement... Et puis une radio... ça peut toujours servir dans une lutte ou une situation particulière, alors METTONS AUSSI DES EMETTEURS DE COTÉ !

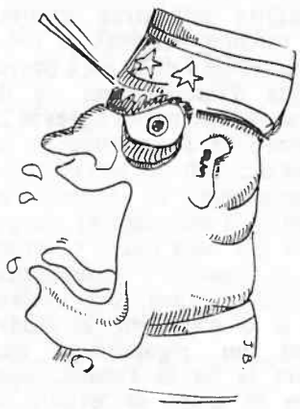
Il y a aussi un point à ne pas négliger avec lequel toutes les fédérations de radios libres et le pouvoir sont d'accord et qui figurera donc dans la loi : c'est l'interdiction de réseau impliquant l'interdiction d'émettre partout en France les mêmes émissions. En cas d'événements locaux nécessitant une information nationale (type événements de Longwy ou de Plogoff...) il va bien falloir se battre dans l'illégalité !

Comme on peut le deviner, nous aurons des soirées chargées... tout en prenant en compte qu'une radio ce n'est pas un micro où l'on débite un discours (fût-il de lutte !) pour un public imaginaire... il faut des retours, des gardes fous dans la réalité.. ...et celà l'OUTIL RADIO le permet.

Denis (Reims)

ARMEE

ARRR... MEEE... DEMOO... KRATIK !!



Ce texte est inspiré des débats qui se sont tenus au cours du camping anti militariste du mois d'Août en Bretagne et du camping 0CL près de Forcalquier. Ce qui ressort de ces deux campings c'est que l'espoir de changement (contre lequel nous ne sommes pas même s'il s'est exprimé au travers d'une élection) est utilisé par le nouveau pouvoir pour concrétiser ce que Giscard avait voulu réaliser au début de son septennat, c'est à dire obtenir une cohésion nationale au travers d'un consensus social inspiré d'idéaux comme la Démocratie (française) pour Giscard, ou la nouvelle Nation Socialiste Française pour Mitterrand.

Tout est fait en effet pour donner à l'opinion publique l'illusion d'assister à la construction d'une véritable démocratie : quelque chose de grandiose rappelant «les grandes pages de l'histoire de France».

Les syndicats participent allègrement à ce travail. On appelle les travailleurs à s'unir dans un effort commun au travers d'un grand élan national. On appelle au sens des responsabilités (ne pas aller trop loin sur le plan social). On appelle à l'effort.

On fait en sorte de gommer les antagonismes de classe pour soutenir dans un vaste élan populaire une politique gouvernementale qui n'est que la gestion, avec des méthodes plus subtiles que celles de la répression systématique de tout mouvement de contestation, d'une société capitaliste inchangée dans ses structures d'oppression et d'exploitation.

La victoire de Mitterrand ou plutôt la défaite de Giscard a donné l'illusion d'une brèche ouverte. Rien n'est moins sûr. Que notre intervention doive tenir compte de la situation nouvelle c'est une évidence, dire qu'elle constitue une brèche ce serait continuer à alimenter l'illusion. En ce qui concerne la mouvance antimilitariste, le seul aspect positif réside dans un répit tout relatif et momentané dans la répression.

A l'heure où sont écrites ces lignes, on peut donner les informations suivantes :

TPFA : Il est peu probable que les TPFA soient **réellement** supprimés, mais les réfractaires à l'armée qui auparavant en dépendaient, goûteront désormais aux «joies» des juridictions civiles. Il resterait un TPFA à Paris.

Les juridictions civiles seront-elles des juridictions spécialisées aux affaires militaires ? Déjà actuellement certains tribunaux correctionnels ont leur jour bien défini pour les procès antimilitaristes.

Les juges civils sont déjà «rôdés», pour une partie d'entre eux, à ces procès. On peut penser qu'il y aura uniformisation des peines de tous les réfractaires à l'armée. Les peines infligées seront-elles toujours aussi lourdes que devant les TPFA ? Le code militaire reste pour le moment inchangé.

L'Amnistie : La loi d'Amnistie n° 81-736 parue au Journal Officiel du 5 août, prévoit dans son article 3 section I : l'article 3 amnistie les délits suivants, **s'ils ont été commis antérieurement au 22 mai** : insoumission, désertion à l'intérieur ou à l'étranger, provocation à la désertion,

mutilation volontaire et complicité, (multiples délits militaires comme l'outrage au torchon national...), refus d'obéissance. L'article 4 de la loi a prévu, pour les délits d'insoumission ou de désertion qui se sont pouruivis après le 22 mai 81, la possibilité de l'application de l'amnistie, sous la condition que l'intéressé se rende volontairement ou régularise sa situation avant le 31 décembre 81. Ce qui veut donc dire que ceux qui se trouvent actuellement en situation d'insoumission ou de désertion devraient, s'ils veulent bénéficier de la loi d'amnistie, se rendre volontairement ou régularisent leur situation avant la fin de l'année, sous condition que le point de départ de l'insoumission ou de la désertion soit antérieur au 22 mai 81.

On peut constater qu'il n'y a rien de changé pour les réfractaires par rapport à la loi d'amnistie de Giscard en 74, où, dans les mois qui suivirent les effets de la loi, la plupart des réfractaires à l'armée ont de nouveau été poursuivis et traduits en justice. Espérons que de nombreux réfractaires las de la clandestinité ne se fassent pas piéger et ne se rendent pas à la caserne en croyant être définitivement «tranquilles» avec l'armée; il risque d'y avoir de fortes déceptions comme en 74.

Déjà, il y a eu la grève de la faim de Dominique Kech en Août à Metz, incarcéré pour refus de porter l'uniforme, un membre du journal de liaison des insoumis totaux «avis de recherche» aété arrêté, puis relâché aprés avoir reçu un nouvel ordre de route.

Enfin, l'article 5 de la loi amnistie de plein droit **sans aucune condition de reddition,** les délits de propagande en faveur de l'objection de conscience, et les délits d'insoumission,désertion, abandon de poste ou refus d'obéissance commis par des objecteurs à statut civil.

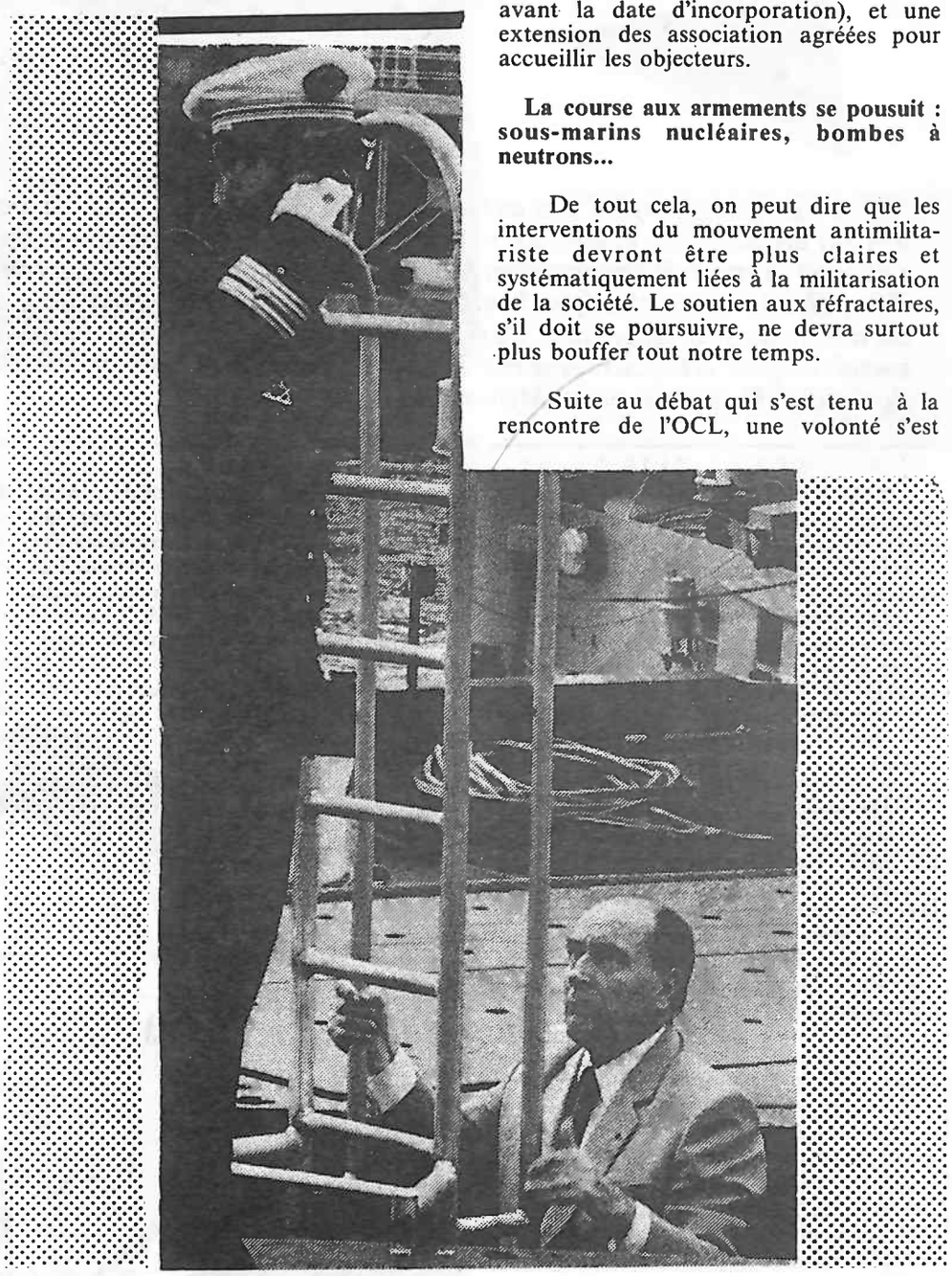
De plus, tous ceux devant comparaitre prochainement en cour d'appel à la suite d'un jugement établi avant ou après le 22 Mai 81, pour délit d'insoumission au service civil, sont amnistiés de plein droit et n'auront pas à comparaître devant la cour d'appel.

Larzac : la tenue de la promese électorale concernant le Larzac, contentera sûrement ceux pour qui l'arrivée de la gauche au pouvoir est une brèche pour un certain nombre de luttes. Tenir cette promesse est pour la clique social-démocrate une récupération des symboles de la lutte contre l'ancien régime; de plus, cela ne coûte pas cher. Pour le PS qui préfère **les manœuvres en terrain libre,** le camp du Larzac n'est pas une perte.

Ventes d'armes : Les contrats seront honorés...Ensuite il n'y aura plus de ventes d'armes aux pays dictatoriaux (Chili, Afrique du Sud)...Mais on connait le chemin de la Suisse pour écouler cette marchandise.

Comités de Soldats : Hernul, lors d'un débat télévisé le 2 Juin a reprécisé la philosophie générale du nouveau gouvernement en matière de discipline militaire. Approuvant le règlement de discipline générale actuellement en vigueur, Hernucléaire a déclaré de surcroît : «*Il n'est pas concevable que puissent exister dans les armées Françaises, des comités de soldat tels qu'ils ont existé dans le passé. S'il devait s'en trouver ici ou là, je m'emploierais à faire en sorte de les dissoudre*»

Ceux qui phantasment sur l'opportunité des possibilités de lutte à l'intérieur des casernes seront encore bien déçus.



La durée du service : Principalement pour des impératifs économiques, la durée du service ne sera pas réduite. Il est envisagé un développement du volontariat féminin, premier pas possible pour l'extension de la conscription aux femmes, et un projet «Mauroy nous voilà» de possibilité de continuer le service après un an, par la formation de véritables chantiers de jeunesse dignes de Pétain. Selon les désirs du Sinistre de la Défonce et du 1er Sinistre, «*le service militaire devra par contre être un véritable stage de combattants, et pas de temps perdu dans les corvées civiles* »•

Projet de loi sur l'objection de conscience. : Ce projet dont on ne sait pas quand il sera discuté à l'assemblée, prévoit une extension du champ des motivations pour demander à bénéficier du statut (mais pas de démarches politiques). Il prévoit également la durée du service civil égale au service militaire, une modification de la commission juridictionnelle qui garderait son caractère arbitraire, une durée plus grande pour faire les demandes (2 mois avant la date d'incorporation), et une extension des association agréées pour accueillir les objecteurs.

La course aux armements se pousuit : sous-marins nucléaires, bombes à neutrons...

De tout cela, on peut dire que les interventions du mouvement antimilitariste devront être plus claires et systématiquement liées à la militarisation de la société. Le soutien aux réfractaires, s'il doit se poursuivre, ne devra surtout plus bouffer tout notre temps.

Suite au débat qui s'est tenu à la rencontre de l'OCL, une volonté s'est manifestée de réfléchir à la notion de nationalisme. Pourquoi ?

Parce que le PS essaie d'intégrer l'esprit nationaliste (civil et militaire) dans la vie des gens. L'armée, par son symbole d'unification patriotique jouera un rôle pédagogique de la plus grande importance. Le développement des Journées Sport-Armée-Jeunesse, l'instruction civique avec une formation prémilitaire dans les écoles font que l'armée considérée comme un service public va être de plus en plus chouchoutée.

ATTITUDE DES ANTI MILITARISTES FACE AU POUVOIR

2 attitudes se sont manifestées au camping en Bretagne.

L'une : Utiliser la faveur d'un répit dans la répression pour restructurer le mouvement anti-militariste, créer un rapport de force sur un front de lutte large et se battre sur un thème précis (force de frappe par exemple). Privilégier l'information à l'opinion publique, proposer des plans de reconversion sérieux pour être crédible auprès des médias, proposer des alternatives du même genre que les écolos sur le nucléaire.

L'autre : Intervenir contre la politique Nationaliste du PS (ce qui n'empêche pas les luttes ponctuelles ou locales) et instaurer un réel débat antimilitariste. Une alliance avec les organisations réformistes (écolos, syndicats) serait en contradiction avec ce que l'on développe en théorie par rapport à la politique nationaliste du PS. L'armée et le nationalisme sont désormais tellement confondus que le dialogue ou la place que l'on pourrait avoir avec de telles alliances ne donneraient absolument rien de positif. Il ne faut pas non plus comparer avec ce qui se passe ailleurs (Allemagne, Danemark, Hollande) dans la mesure où les luttes sociales y sont totalement différentes. Il n'y a qu'à se rappeler les alliances passées avec le PS par une frange de l'OP20 avant le 10 Mai et les résultats pour les antimilitaristes aujourd'hui. Dans toutes nos interventions, l'opposition à l'armée et au Nationalisme doit être fondamentale. D'accord pour refuser le cloisonnement et s'engager avec d'autres groupes (anti nucléaires, libertaires, femmes) mais sans jamais mettre en veilleuse nos positions. Il ne peut être question comme le souhaitent les Comités de Lutte Antimilitaristes (CLAM) de refuser de prendre position sur la question du service national. Au Camping, il a été constaté que les CLAM n'approuvaient pas les appels à ne pas aller à la caserne. Or soutenir la lutte dans les casernes, nous sommes d'accord, comme ilest important de soutenir la lutte dans les prisons, mais on ne peut pas demander aux gens d'aller en prison pour se battre contre le système pénitentiaire, pas plus faire en sorte que les appelés aillent à la caserne pour s'y battre à l'intérieur ! Il est démentiel de comparer la lutte des soldats à l'intérieur des casernes à celle des travailleurs à l'intérieur des usines: Les conditions pour s'y battre ne sont pas semblables, ce sont deux entités de lutte tout à fait différentes, contrairement à ce qu'en pensent les CLAM, et il n'y aura pas plus d'espace dans l'armée pour la propagande antimilitariste avec la gauche au pouvoir. Par ailleurs, ce serait comparer aux yeux de tous, un soldat à un travailleur comme un autre.

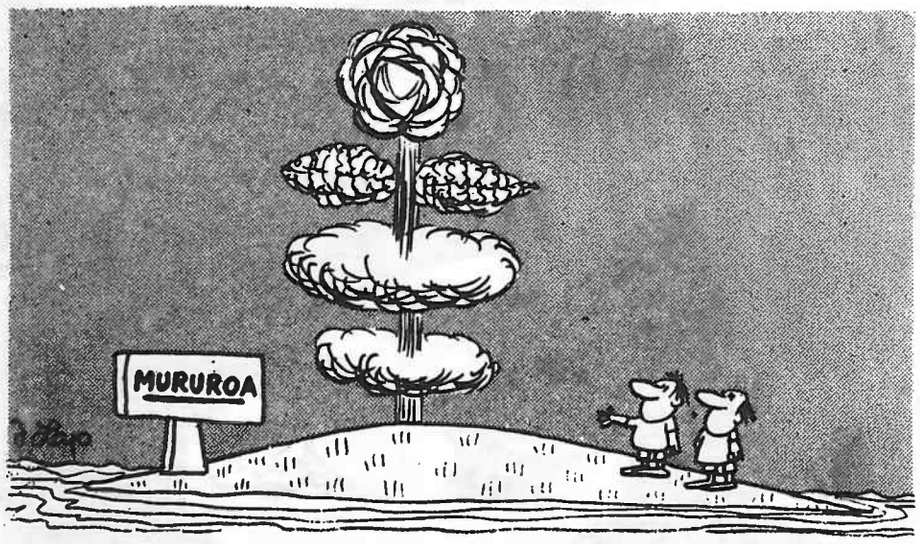
En conclusion, brèche ou non, l'arrivée de la Social démocratie aux rênes de l'Etat va entraîner sous peine d'intégration ou de ghettoïation du mouvement antimilitariste, une redéfinition de celui ci, une restructuration qu'il serait préférable de mener dès maintenant. Comme nous le disions dans le dernier Courant Alternatif, la mouvement antimilitariste sera un mouvement strictement anti autoritaire. On ne pourra plus laisser de côté dans nos analyses, le problème de l'Etat et du Capitalisme. C'est contre eux, au travers de L'armée que nous nous battons. Même si nos axes d'interventions se limitent à la militarisation, ce qui est énorme, quand on sait son importance dans l'évolution des sociétés, et en particulier son rôle dans la restructuration capitaliste; tous les secteurs sont touchés, et nous en sentons les conséquences dans notre vie de tous les jours.

Parmi les axes d'intervention du mouvement antimilitariste, rien n'est changé de ce que nous disions dans le précédent numéro, mais nous devons plus que jamais nous battre contre le service civil qui sera mis en place. Il correspond à une nécessité stratégique pour le PS de réorganiser le potentiel militaire dans le sens de l'efficacité et surtout à utiliser une main d'œuvre à bon marché dans le secteur associatif qui est l'un des atouts pour le pouvoir actuel : Les objecteurs seront un bon moyen de contrôle des associations et le service civil répondra en partie aux soucis des objecteurs de «donner» dans le social, d'être «utiles», responsables et de se faire récupérer par la propagande idéologique sur la décentralisation voire l'autogestion.

Il est donc logique, puisque l'idée d'une armée de métier, élite combattante, ne semble nullement plaire à bon nombre de parlementaires (sentimentalisme de la conscription et raisons économiques obligent), de songer à éliminer les gêneurs, les poêtes, les contestataires du mouvement des armées, tout en gardant un controle étroit sur leurs activités par l'instauration du service obligatoire.

Les objecteurs seront les cobayes d'un service civil généralisé dont Mauroy s'est fait l'écho dernièrement. Ainsi, le rôle éducatif dévolu traditionnellement à l'armée reste préservé à l'intérieur du service civil. Dans ce contexte, l'objection/insoumission sera toujours à défendre surtout qu'il y aura hausse probable du nombre d'objecteurs. Le terrain collectif ne doit pas être abandonné, même si personnellement on penche pour l'insoumission totale et que l'on pense que l'objection n'est plus le meilleur moyen. D'ailleurs, ces deux formes de lutte risquent d'être réprimées aussi durement et une lutte commune entre insoumis totaux et objecteurs insoumis est souhaitable.

LES INTERVENTIONS DU MOUVEMENT ANTI MILITARISTE DEVRONT ETRE PLUS CLAIRES ET SYSTEMATIQUEMENT LIEES A LA MILITARISATION DE LA SOCIETE.



— On a mis ça spécialement au poing pour la visite d'Hernu !

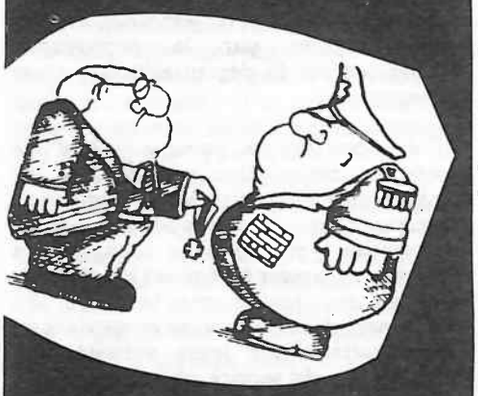
Compte-rendu du débat sur l'objection collective
— Appel —

Lors du débat sur l'objection collective qui s'est tenu au camping antimilitariste, il est apparu que les objecteurs présents ne se reconnaissaient pas dans la démarche OP 20 actuelle. La principale critique est la lutte corporatiste :

- Les gens sont rassemblés autour d'une lettre seulement et en vue d'obtenir le statut sans aucune volonté de lutte antimilitariste, l'OP 20 débouche actuellement sur la démerde individuelle et ne peut inciter à se regrouper ; de par la complicité de la démarche, il y a dépossession totale de sa lutte.

A l'opposé, voici les principales aspirations qui ont été formulées :

- volonté de regroupement antimilitariste luttant contre la conscription.
- notre lutte est avant tout politique et non pas juridique.
- notre volonté est d'apparaître en tant qu'objecteurs au service national sans se limiter à la lutte contre la conscription.



Propositions de plateforme pour les groupes objection collective

a) Pourquoi nous refusons le service national

Quelle que soit la forme que peut prendre le service national (militaire, civil, aide technique, coopération) il est le lieu privilégié où l'on veut nous apprendre :

- **la soumission et l'obéissance au quotidien (discipline et hiérarchie)**
- **la démerde individuelle au détriment de la solidarité**
- **le nationalisme**
- **la phallocratie**

b) Nous faisons le choix tactique de l'objection-insoumission

Depuis que la lutte des objecteurs existe, elle a permis par le rapport de force d'obtenir des acquis juridiques (loi de 63, tribunaux civils,...) et des répliques organisées (objection collective, insoumission aux affectations autoritaires).

Cette lutte a également permis une large popularisation des idées et de la lutte antimilitariste.

C'est pour cela que l'élargissement du droit à l'objection, notamment par la suppression de la Commission Juridictionnelle, des affectations autoritaires et tout réglement disciplinaire pour les objecteurs, est notre axe de lutte dans la perspective de l'abolition de la conscription civile et militaire.

Si nous demandons le statut d'objecteur, ce n'est pas pour remplacer l'obligation de faire un service armé par celle de faire un service civil, mais pour obtenir des acquis supplémentaires en utilisant le terrain juridique. Cela ne signifie pas que notre lutte se cristallise sur ce terrain, mais que l'évolution juridique sera le reflet du rapport de force que nous aurons institué par notre combat.

Le service civil est un secteur du service national et il acrédite la défense nationale. C'est notre activité antimilitariste qui est d'intérêt général, et non pas le service civil (lutte contre la guerre, contre la militarisation de la société, contre l'embrigadement et la vente d'armes...)

Tout en témoignant notre solidarité aux autres formes de lutte contre le service national et l'armée, nous pensons que dans le contexte actuel l'objection est une stratégie qui réunit les conditions d'organisation et de résistance à la pénalisation, ainsi qu'à l'individualisme par l'action collective et les acquis des luttes antérieures.

Propositions de revendications

- **arrêt des poursuites pour tous les réfractaires et la libération des emprisonnés**
- **droit à l'objection sans justification et à tout moment**
- **abolition de la Commission Juridictionnelle**

Appel

On appelle donc à un refus collectif de tout service dans le cadre de la défense nationale et à se regrouper et à se coordonner en vue d'une lutte contre la conscription et pour une dénonciation de l'armée.

NUCLEAIRE

NUCLEAIRE : AVEC L'AUTOMNE LE DEGEL

DES PROMESSES AUX ACTES UNE MEME LOGIQUE

Avant les élections, le candidat Mitterrand avait annoncé la couleur, de façon fort explicite et à plusieurs reprises, sur le sujet du nucléaire : « Les centrales en chantier seront construites »; « Je ne veux pas casser le programme, mais le moduler »; « Les communes concernées par l'emplacement d'un site nucléaire n'auront pas le droit de veto ».

D'emblée, le P.S avait parlé d'une campagne d'information au sujet de la poursuite du programme nucléaire, puis d'un référendum national, qui s'est transformé, une fois les élections gagnées, en un débat sur l'énergie entre Députés.

A ajouter également les déclarations sur la poursuite de l'armement nucléaire et sur la réalisation de sous-marins nucléaires supplémentaires, qui ne permettaient ni doute ni illusion quant aux intentions de l'actuel gouvernement. Sans compter que, lors des négociations préalables au mariage P.S-P.C pour un septennat social-démocrate, tous les sujets de controverse ont été abordés entre les deux parties, sauf celui du nucléaire à propos duquel les divergences semblaient pourtant réelles.

Le P.S ne s'est jamais dit anti-nucléaire, mais simplement, et la nuance est de taille, contre le tout-nucléaire. Ce qu'annonçait le P.S, et ce en quoi il voulait se différencier de Giscard, c'était ne pas vouloir aller aussi vite dans la mise en place du programme, afin que le nucléaire soit mieux contrôlé. Une façon de rationaliser le programme nucléaire, en quelque sorte. D'autant que la social-démocratie pouvait voir venir sans s'affoler, puisqu'elle bénéficiait d'une marge de manoeuvre considérable de par les tranches du programme déjà mises en œuvre sous le précédent septennat et qui font de la France un territoire truffé de centrales

Or, tout va plus vite que promis, et loin d'être ralenti, le programme nucléaire est en voie de repartir de plus belle, l'Etat rose étant, tout comme le précédent, au service des mêmes intérêts, ceux des capitalistes.

Et du coup s'inquiètent et sont déçus les électeurs qui ont fait confiance, naïvement ou pas, à Mitterrand; ceux qui, écologistes ou non, dans la fièvre de la période électorale, avaient pu, par anticipation, broder à l'excès autour des promesses du candidat du P.S.

Le gel définitif de Plogoff, dans les tout premiers jours du septennat, a renforcé cette belle espérance. Il s'agissait, pour le nouveau pouvoir, à la fois de reconnaître le rapport de force réel et gênant amorcé par la lutte radicale des gens de Plogoff, de désamorcer la combativité d'un site devenu maintenant lieu de pélerinage, et de répondre, par un geste à caractère symbolique et spectaculaire au symbole lui-même que représentait Plogoff pour la lutte anti-nucléaire; l'abandon de la centrale de Plogoff étant le point suprême de l'achèvement du mythe né en février 80 et savamment entretenu par les médias depuis lors, afin de mieux ignorer par ailleurs d'autres sites et d'autres luttes.

Mais il ne s'agissait en aucun cas d'abandonner le nucléaire, - pas même en Bretagne, où d'autres projets de centrales sont à l'étude, à quelques kilomètres de Plogoff... -.

GEL DES SITES GEL DU MOUVEMENT ANTI-NUCLEAIRE

Depuis, il y a eu d'autres gestes et d'autres faits :

- La reprise des essais nucléaires à Mururoa, après 48H de gel pour réflexion.

- Le gel Bidon de cinq sites (1) où rien n'est enclenché et où, si les travaux ont commencé, ils continuent (2).

- L'annonce d'un débat parlementaire (et non plus d'un référendum) (3) qui aura lieu très rapidement début octobre, les capitaux investis, n'attendent pas !..., et qui ne portera pas sur le nucléaire, mais sur l'énergie en général ; de quoi bien noyer le poisson. Quand on sait que, dans le champ clos de la chambre des députés, la majorité est pro-nucléaire, on ne se fait aucune illusion sur l'issue de ce débat. La campagne d'information préalable aux citoyens n'y change rien. Gadget «démocratique» permettant de justifier d'autres centrales à venir, la campagne d'information va servir à prouver, par un matraquage de mensonges, qu'une centrale rose a de notables différences avec une centrale Giscardienne : les débats qui intéressent le pouvoir en haut lieu sont toujours truqués.

- Il y a les troupes CGT et PC, main dans la main avec les entrepreneurs locaux et les partis «d'opposition», qui ont réclamé, à corps et à cris, la poursuite des travaux des centrales, utilisant l'inquiétude des ouvriers des chantiers pour leur emploi, pour les mobiliser dans des manifestations estivales anti-gel.

- Il y a eu les paroles et les actes d'apaisement aux pro-nucléaires de Cattenon (4). Ont été annoncées des autorisations nouvelles de fonctionnement accordées au surrégénérateur de Creys-Malville

- Il y a eu la visite de Mitterrand au Cap de la Chèvre (Finistère), base militaire nucléaire; le baptême par Hernu du sous-marin nucléaire «Rubis».

> LOIN D'ETRE RALENTI, LE PROGRAMME NUCLEAIRE EST EN VOIE DE REPARTIR DE PLUS BELLE, L'ETAT ROSE ETANT TOUT COMME LE PRECEDENT, AU SERVICE DES MEMES INTERETS, CEUX DES CAPITALISTES.

- La poursuite du retraitement des déchets radio-actifs à la Hague; seuls ceux en provenance de la RFA sont suspendus provisoirement, sous la pression des écologistes, des antinucléaires et de la CFDT contre lesquels on avait commencé par envoyer les flics.

- Le retournement de plusieurs vestes d'élus socialistes, qui, anti nucléaires avant les élections, rejoignent sagement la majorité de leur parti (Golfech, Cherbourg) (5).

- Les paroles et les prises de position on ne peut plus pro-nucléaires de Chevènement (6), le 18 Août dernier, bien connu pour ses positions maximalistes dans le domaine de la technologie de pointe.

● Le colloque des chercheurs sur la sécurité nucléaire qui nous ont rassurés en nous affirmant que les centrales crèveront de leur belle mort avant que les fissures qui les bouffent n'atteignent la dimension fatale...

Tous ces faits, rapportés ici en vrac, sont inspirés de la même logique amorcée par les promesses pré-électorales. Aussi serait-il temps que le mouvement anti nucléaire, terriblement absent et silencieux cet été, se réveille de la douce léthargie dans laquelle l'état de grâce l'a gelé. Elle n'est plus de mise la séduction de la force tranquille à laquelle avaient succombé de nombreux comités anti-nucléaires, au point d'en appeler à voter pour Mitterrand.

Ceux qui sont apparus sur le devant de la scène, cet été, ceux qui ont eu un écho dans les médias, ce sont les pro-nucléaires et les écologistes ; ces derniers d'ailleurs, assimilés souvent aux anti-nucléaires et réciproquement. Mieux organisés que les anti-nucléaires, et s'appuyant sur un projet plus global, les écologistes jouent, selon leur tactique habituelle, la carte de la pression sur le gouvernement, suivie de la discussion/négociation avec lui; ils demandent à être reçus, sont reçus en effet, comme des interlocuteurs responsables ; on leur ménage un petit espace dans la campagne - qui - doit - informer - les - français, et un strapontin dans les futurs Commissions locales d'Enquête sur les centrales en fonctionnement. les écologistes ne font ainsi qu'aider la tactique du Pouvoir qui cherche à se donner des allures démocratiques, à l'écoute des masses, ouvert au dialogue.

En effet, autant Giscard se montrait autoritaire et intransigeant dans la mise en place du programme nucléaire, autant Mitterrand veut faire passer la même pilule avec plus de douceur et de doigté.

UNE SOCIETE NUCLEAIRE TOUT EN ROSE

Le but, c'est toujours de soutenir et d'assister le capitalisme dans sa mutation et sa restructuration. Le pouvoir social-démocrate veut prouver qu'il y est plus à même que l'ancien; c'est pourquoi il est prêt à favoriser le nucléaire et les alternatives énergétiques (solaire, etc...) qui sont des charnières essentielles à la modernisation et au renouvellemnt de l'appareil de production, ainsi qu'a l'accroissement de ses profits.

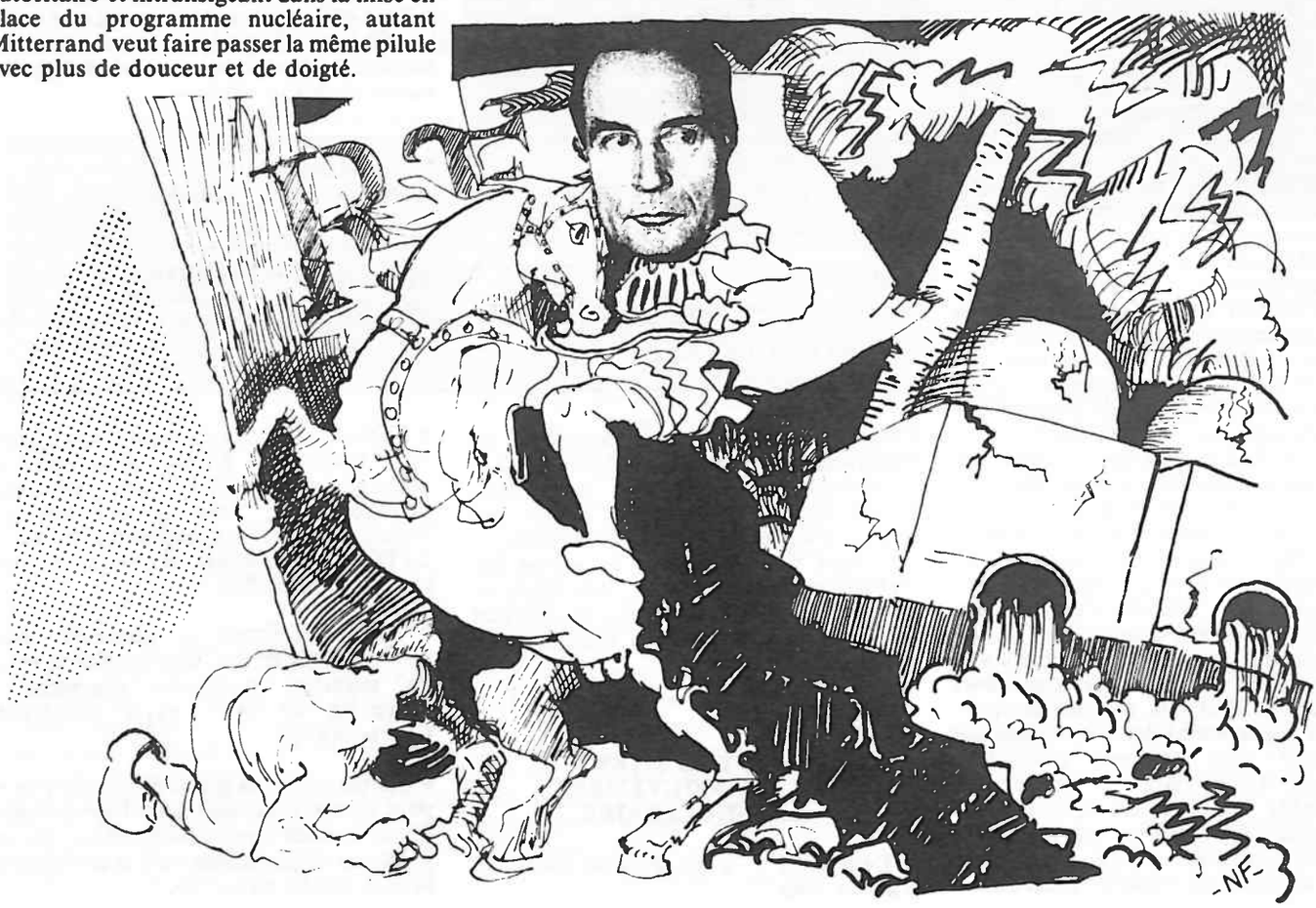
Le but, c'est toujours une société productiviste, une croissance plus forte, donc une augmentation aussi de la consommation d'énergie. Le souci N°1 du PS est de ne pas rompre avec le processus capitaliste, donc de ne pas modifier profondément l'appareil de production actuel, de ne pas toucher aux lois économiques en vigueur, aux capitaux investis, aux impératifs multinationaux.

Pour les requins de la grande bourgeoisie, le nucléaire est beaucoup plus envisagé comme un marché, un débouché pour un ensemble considérable de groupes industriels et de filiales que comme une source économique d'énergie électrique. Il suffit de voir l'importance des contrats signés avec l'étranger pour le retraitement des déchets et celle des profits obtenus en exportant des centrales vers le Tiers-Monde.

Le but c'est toujours une société centralisée dans les secteurs essentiels de la production et de la décision ; c'est, derrière l'image tranquille d'un gouvernement tout rose, le renforcement de l'appareil d'Etat.

La décentralisation annoncée, c'est du vent ; elle n'est qu'un argument démagogique et ne touchera que des aspects secondaires ; elle servira d'os à ronger et d'éxutoire aux petits affamés de pouvoir local et de vedettariat ; elle permettra la mise en place d'une notabilité mieux huilée et meilleur tampon-relais sommet-base.

LE BUT C'EST TOUJOURS UNE SOCIETE CENTRALISEE DANS LES SECTEURS ESSENTIELS DE LA PRODUCTION ET DE LA DECISION; C'EST, DERRIERE L'IMAGE TRANQUILLE D'UN GOUVERNEMENT TOUT ROSE, LE RENFORCEMENT DE L'APPAREIL D'ETAT.



La tactique, elle, est un peu différente de celle de l'Ancien Régime ; elle consiste à éviter de dire ouvertement aux gens que on les méprise et qu'on n'a que faire de leur opinion ; on daigne les recevoir, on leur parle cordialement même, mais pour poursuivre la même politique.

La tactique, c'est aussi jouer sur la corde patriote de la «Grande-Nation-Française», et de l'effort National. Et si cette entité nationaliste n'est pas nouvelle et a toujours pour fonction d'éviter de parler du capitalisme, le Pouvoir actuel lui a redonné une deuxième jeunesse, pour la mettre à la mode de la social-démocratie, patriotarde et laïque.

Il suffit d'avoir entendu, le 30 juillet 81, à France-Inter, l'éloquent ministre de l'Energie dire : «*Le Pays ne peut devenir grand que s'il a confiance dans son avenir, dans la Recherche, que s'il n'a pas peur des techniques nouvelles*». Ou bien, lorsqu'à court d'arguments, c'est avec le langage mystique de la confiance, mieux, de la Foi, qu'il déclare, avec un trémolo de circonstance dans la voix : «*Je vous prie de croire que nous ferons tout pour la sécurité*». Le sketch de Font et Val en 1976 est décidément toujours d'actualité...(7)

CNAN a un attachement très gauchiste aux initiatives centrales, aux médias considérés comme le débouché informatif par excellence, mais n'a pas de percée politique réelle et n'est pas le moyen adéquat de composition du mouvement anti-nucléaire. Son rôle devrait être celui d'une liaison d'informations et de débats entre les comités anti-nucléaires. Or, elle ne remplit pas cette tâche, les CAN de sites en particulier ne l'utilisent pas ou peu, et s'ils l'ont fait (Chooz, quand il s'est agi de répression) ils en ont été déçus.

Ce n'est pas sous forme d'organisation que l'opposition anti-nucléaire nous intéresse, mais en tant que mouvement, capable de se lier à d'autres mouvements sociaux et porteur de ruptures radicales et essentielles avec la social-démocratie et le capitalisme, sur le terrain du centralisme, de la hiérarchie, du productivisme, du militarisme.

Les pratiques, naïves ou intéressées, de recours légaliste et les grenouillages auxquels vont continuer à se livrer les écologistes et certains anti-nucléaires volontairement myopes sur la situation présente et les rouages de l'économie, il s'agit de les dénoncer clairement, et de lutter contre elles, car elles immobilisent le mouvement, occultent sa dimension anti-capitaliste entretiennent des illusions et des rêves idéalistes et cherche à le canaliser et à l'enfermer dans le jeu institutionnel.

C'est pourquoi, loin d'être idéologique, la lutte anti-nucléaire ne peut entraîner de recul effectif de l'Etat et de la bourgeoisie que sur le terrain, et menée par les populations concernées, sans l'entremise d'une avant-garde extérieure. Car une telle lutte ne se satisfait pas alors de frapper timidement à la porte de l'Etat.... elle la défonce.

C'est dans cette logique que la remobilisation sur les sites nous paraît essentielle et que nous l'aiderons. Elle seule est capable de répondre, dans la pratique, aux arguments de la production, par exemple, auxquels nous sommes de plus en plus confrontés.

La lutte de Chooz est extrêmement importante à cet égard, dans la mesure où les ouvriers qui y luttent contre le nucléaire (contre l'extension de la centrale et pour le démantèlement des tranches existantes) le font en pleine connaissance du type de travail et de vie qui est lié à cette industrie (contrôle policier des travailleurs, dossiers médicaux cachés aux intéressés, cas de leucémie....)

C'est dans cette logique aussi que nous comprenons la mise en place de contre-projets qui ne nous intéressent et dont nous sommes partie prenante que s'ils sont liés à un mouvement et porteurs de rapports sociaux en rupture. Ce qui n'a rien à voir avec les «alternatives» tant à la mode et autres plans alter, qui exercent une certaine séduction parce qu'en période de crise, il y a place pour l'utopie, mais qui ne sont que l'élaboration de spécialistes, coupés d'un mouvement réel, technocrates travaillant à l'aménagement du capitalisme (9).

CE N'EST PAS SOUS FORME D'ORGANISATION QUE L'OPPOSITION ANTI NUCLEAIRE NOUS INTERESSE MAIS EN TANT QUE MOUVEMENT CAPABLE DE SE LIER A D'AUTRES MOUVEMENTS SOCIAUX ET PORTEUR DE RUPTURES RADICALES ET ESSENTIELLES AVEC LA SOCIAL-DEMOCRATIE ET LE CAPITALISME, SUR LE TERRAIN DU CENTRALISME, DE LA HIERARCHIE, DU PRODUCTIVISME, DU MILITARISME.

NI POLITICAILLERIE ECOLOGISTE NI GAUCHISME ANTINUCLEAIRE

Dans ce contexte, la remise sur rail de la lutte anti-nucléaire s'avère indispensable.

Avant les élections, le mouvement anti-nucléaire était une des composantes de l'opposition.

Le Mouvement anti-nucléaire reste actuellement une des grandes oppositions, en dehors du terrain des entreprises, capable de démasquer la social-démocratie et de s'affronter à elle. Les écologistes ne parviendront pas à la chapeauter, ni le PC à l'étouffer.

Cependant, à l'heure actuelle, il n'existe pas d'opposition anti-nucléaire construite, malgré la tentative de la CNAN (8). Or c'est de façon fantasmatique que celle-ci cherche à jouer le rôle d'organisation des anti-nucléaires et elle risque de subir le contre-coup de ses faiblesses et de ses contradictions. Ceux qui y participent sont des militants de CAN hors-sites et y viennent sur une démarche idéologique. La

LA LUTTE SUR LE TERRAIN : ANTI-CAPITALISTE ET RADICALE

La lutte antinucléaire n'est pas une lutte d'opinion comme certains tentent de la réduire, en la faisant entrer par exemple, dans les cadres ménagés par le Pouvoir (débat), ou en rêvant de rassemblements centraux sur Paris qui-feraient-pression-sur-le-gouvernement....

La lutte anti-nucléaire est une lutte anti-capitaliste ; on ne peut dissocier la question du nucléaire de l'ensemble des restructurations du capitalisme ni du type de société qui en découle ; on ne peut la dissocier non plus du contenu d'une autre société dont elle est porteuse.

(1)- Le Pellerin, Civaux, Cattenom 3 et 4, Golfech, Chooz ; mais pas question de geler Penly ni Nogent/Seine, ni Belleville, ni Chinon 3 et 4.

(2) - Régulation du cours de la Garonne à Golfech ; barrage pour le refroidissement de la centrale à Cattenom.

(3) - Un référendum national ne s'avèrerait de toute façon ni plus démocratique, ni plus anti-nucléaire.

(4) - Feu vert aux travaux pour le barrage devant servir à la centrale ; promesses écrites quant à la réalisation des 2 tranches supplémentaires.

(5) - Il leur sera assigné un rôle «**consultatif**» dans le débat sur l'énergie.

(6) - Il occupe le poste-clé au Ministère de la Recherche.

(7) - «L'important est de raisonner scientifiquement, et dans le domaine nucléaire plus que dans tout autre, l'argument scientifique est basé sur la Foi. La Foi qui en est la substantifique moëlle.

(8) - CNAN : Coordination Nationale Anti-Nucléaire

(9) - Les trusts liés au pétrole et au nucléaire se reconvertissent depuis un certain temps dans le contrôle d'autres types d'énergies (houille, solaire et même biomasse) afin de réaliser un véritable monopole mondial sur toutes les sources d'énergie.

UN ETE A GOLFECH

«Mignonne, allons voir si la rose...)

Le 30 juillet, l'annonce du «gel» du site de Golfech était assortie de l'annonce de la poursuite de «travaux conservatoires de sécurité liés à la protection contre les crues». A cette date, 30 millions de francs avaient déjà été absorbés par les travaux (un millième du coût total estimé par EDF), 1,2 milliards de contrats avaient été signés (la veille du départ de Giscard) et 250 personnes (vigiles compris) travaillaient sur le site. Depuis la décision du gel, les travaux continuent. En fait, le programme d'EDF se poursuit normalement.

Cette dernière action pose des problèmes à certaines orgas du Collectif (CFDT, Ligue des droits de l'homme, écolos) qui peut être n'appellera pas à participer à cette journée à cause des risques de «débordement».

La décision d'abandonner la construction de la centrale de Golfech risque d'être la plus délicate à prendre pour le gouvernement. En effet, sur les cinq sites gelés, c'est à Golfech que les investissements réalisés sont les plus importants et les travaux les plus avancés (rien de commencé au Pellerin, Civaux, Chooz). Et, seules la poursuite de la dynamique de remobilisation enclanchée il y a quelques semaines, la réussite de la manif nationale du 3 octobre à Paris et la journée du 4 à Golfech, et la capacité à radicaliser leurs luttes dont feront preuve les antinucléaires, peuvent arracher au Pouvoir rose la décision de l'abandon définitif du projet.

Bernard 19/9/81

NON AU CHOMAGE-GOLFECH DOIT CONTINUER.

Dès l'annonce du «gel» toute la racaille pro-nucléaire de la région va se réveiller : les élus de droite, les chefs d'entreprise, la chambre de commerce, le PC-CGT et FO. Trois manifestations sont organisées début août ne regroupant jamais plus de 200 personnes et seulement quelques ouvriers de chantier. Mettant en avant le problème de l'emploi, cette offensive pro-nucléaire orchestrée par J.F. Poncet (Président du Conseil Général du Lot-et Garonne), Briat (ex-candidat UNM de la circonscription) et Ricci (maire d'Agen), n'a pas réussi à mobiliser les travailleurs et la population. Et ceci, malgré la crapuleuse complicité des médias. Pourtant EDF s'est empressé d'annoncer que des travaux «destinés à permettre le maintien de l'emploi seraient poursuivis». L'offensive pro a continué tout au long des mois d'août et septembre par une campagne de presse et par de multiples réunions d'élus et de chefs d'entreprises.

Barrage de route le 28 Mars...cherchez...les Anti-Nucléaires !

LE POINT SUR LES LUTTES ANTINUCLEAIRES

En mai, le CAN de Golfech,comme plusieurs Comités de la région, avait appelé à voter Mitterrand. Mais «l'état de grâce» et les illusions ne durent que quelques semaines.

Dès l'annonce du soi-disant gel, la coordination régionale A.N. a relancé l'action : plusieurs «filtrages» de la circulation avec distributions de tracts sur la R.N. 113 ; distribution de tracts aux travailleurs du chantier ; lancé fin juillet, le texte «Golfech», l'autre solution» appelant la population à signer une pétition référendum a recueilli 150 signatures d'élus locaux, d'enseignants, de commerçants, d'artisans et d'agriculteurs.

Parallèlement à la coordination, s'est mis en place à Agen, un Collectif large d'organisations regroupant des CAN (Golfech, Tonneins,...), des groupes écolos, des organisations politiques (P.S.U., L.C.R., M.R.G., V.V.A.P.), la CFDT, l'UFC, la ligue des droits de l'homme et la libre pensée. Le Collectif a organisé une conférence de presse à Agen (le 15/9), une distribution massive sur la ville d'un tract 4 pages et un meeting (le 25/9).

La coordination régionale (en collaboration avec le Collectif) a commencé à organiser des réunions publiques dans les villages et à recueillir les signatures pour la pétition-référendum auprès de 10 000 personnes dans un rayon de 10 km autour de Golfech, avec occupation du site pour la tenue de forums sur l'emplacement des futurs réacteurs.

LES MEDIAS ET LE NUCLEAIRE

Barrage de voie ferrée en Août...Cherchez...les flics !!

GOLFECH : ATTENTATS ET MOUVEMENT ANTINUCLEAIRE

SUPER-MAN, BISON BOURRE, LUPEN, ICEBERG, ET LES AUTRES...

Les actions visant à la destruction d'installations et de matériels liés à l'implantation de la centrale, sur le site ou dans les villes proches, constituent un des éléments important de la lutte antinucléaire à Golfech.

Ces actions cherchent essentiellement à atteindre les biens d'EDF ou des entreprises privées impliquées dans les travaux, et prennent des formes diverses allant des incendies de véhicules ou de bâtiments, des sabotages de matériel divers aux attentats à l'explosif.

Jusqu'aux élections présidentielles de mai dernier, ces actions minoritaires n'étaient pas coupées du reste du mouvement qui les considérait avec sympathie et les soutenait tacitement.

Mais le glissement électoraliste d'une partie du mouvement et l'espoir mis dans l'arrivée de la gauche au pouvoir ont eu pour conséquence un changement d'attitude. Dans la nuit du 10 mai, un attentat à l'explosif détruisant quatorze buldozers d'une entreprise privée était revendiqué en ces termes par des «antinucléaires» : « *Notre camarade François Mitterrand qui vient d'être élu président de la République s'est montré ferme sur l'établissement d'un moratoire à propos de la construction des centrales de Plogoff et de Golfech. Soucieux de lui apporter notre concours, nous avons entrepris de stopper les engins (...) qui travaillent sur l'aménagement du site de Golfech. L'attentat est destiné à montrer aux pouvoirs publics notre ardeur civique* ». Pour la première fois, le CAN Golfech condamnait publiquement une telle action, considérant que « *son attitude dans la période actuelle n'est pas compatible avec ce type d'action qui ne peut être ressentie que comme une provocation* ». De nombreux antinucléaires partageaient cette position.

Depuis, le nouveau pouvoir a montré son vrai visage : remise en cause des promesses, répression à la Hague, etc... Alors que les travaux continuent de plus belle sur le site, alors que, malgré une certaine dynamique, la mobilisation reste encore assez faible, toute dividion au sein du mouvement ne peut être que préjudiciable à la lutte antinucléaire à Golfech...

QUAND GAGNER RESTE ENCORE POSSIBLE

Les derniers :

- le 25 juillet, tentative d'attentat à l'explosif contre une grue, revendiqué par ICEBERG pour le «gel définitif des travaux» ;

- le 21 août, plusieurs balles sont tirées contre le domicile de Silberstein, directeur EDF du chantier de la centrale ; l'attentat est revendiqué par COLT 45 (Coordination Ouvrière pour la Liquidation des Travaux - section 45).

ELLE N'EST PLUS DE MISE LA SEDUCTION DE LA FORCE TRANQUILLE A LAQUELLE AVAIENT SUCCOMBE DE NOMBREUX COMITES ANTI-NUCLEAIRES AU POINT D'APPELER A VOTER POUR MITTERRAND.

PEYREHORADE

Conscient que la lutte anti-nucléaire est plus que jamais à l'ordre du jour, le comité Anti-Nucléaire de Peyrehorade (Landes) Gaves-Adour-Enervie, organise **le samedi 24 Octobre** (salle des fêtes), une journée de débats et de forums sur les perspectives des luttes anti-nucléaires. Les anti-nucléaires de la région y seront attendus ainsi que des gens des autres sites.

CHOOZ

A Chooz, c'est toujours l'attente.
Dans un premier temps, le comité de défense avait projeté une manifestation pour courant Octobre. Le Comité n'était pas très chaud initialement pour la manifestation Nationale à Paris du 3 Octobre. Finalement le comité a annulé sa propre manifestation, pensant qu'a cette date rien ne serait encore certain pour Chooz : Il vaut mieux attendre encore un peu, quelque certitude, soit pour reprendre la lutte de plus belle...soit pour faire la fête.

Le comité a quand même décidé d'organiser un car pour la manifestation de Paris, pensant que celle ci ne pouvait pas être un échec à partir du moment ou elle était engagée.

Signalons aussi qu'il y aquelques mois, le comité de Chooz avait sorti une affiche contre le nucléaire de droite et de gauche.

Des Publications COMMUNISTES LIBERTAIRES

LE BRULOT pour la Région Rémoise....Ecrire à L'OCL de Reims

LES INSURGES Pour la Région Parisienne...Ecrire à L'OCL de Paris

ACIER-INOX pour les Pays de Loire, Le Centre, La Normandie, La Bretagne...Ecrire aux adresses de l'OCL dans ces régions.

NUCLEAIRE REFUS IMMEDIAT

Brochure Editée par l'OCL

Prix : 12.50 F le port en plus

Ecrire à OCL/EGREGORE BP 1213 51058 Reims

ENTREPRISES

PLUS CA CHANGE PLUS C'EST PAREIL !

Après l'euphorie de la «victoire», voici quatre mois le moment de faire les premiers comptes. En effet il faut constater que, si les députés siègent quasi en permanence, pour les travailleurs, il n'y a pas grand chose de changé !

- On a eu droit au traditionnel «train de hausse» du mois d'Août (seule différence, ni parti ni syndicat n'a crié au «coup en traitre».)
- Les salaires sont toujours aussi en retard sur les prix, malgré les différentes augmentations du SMIG ; les prix courent toujours aussi vite !
- En matière de politique extérieure : la France recherche toujours le même type de marché (armement et nucléaire principalement : Salon du Bourget et études de financements par les Banques)
- Toutes les promesses des programmes électoraux ont été revues en baisse, avec l'assentiment des organisations «ouvrières» !
- Dans les entreprises, les patrons n'ont pas changé de politiques (cf Michelin : pour les licenciements, L'IFOP pour la répression des éléments combatifs).

L'absence de protestation, tant en ce qui concerne la «refonte des programmes» que l'aggravation, toujours constante, de la situation des travailleurs, montre qu'il n'est plus temps de discuter de l'existence du consensus, mais plutôt de savoir qui en est désormais responsable et comment en sortir.

La Nature de L'état de grace

Dans les mois qui viennent de s'écouler, la volonté des exploités de donner le temps au «nouveau régime» de «faire ses preuves» a été clairement perceptible.

Ce phénomène ajouté au fait que les résultats des élections sont beaucoup plus dûs à un «ras le bol» de Giscard et cie qu'à une volonté pofonde de construire «autre chose» explique que les élections n'aient pas débouché sur une période de montée des luttes.

Si les travailleurs ont été d'accord «pour prendre le risque» d'un «changement», ils ne se sont pas clairement mobilisés pour effectuer par eux-mêmes ce changement !

Quant à nous, nous sommes convaincus de la nécesité de changements fondamentaux RAPIDES.

- Parce que le capitalisme, à bout de souffle est de plus en plus inadapté à l'utilisation des technologies modernes.
- Parce qu'il lui est de plus en plus difficile de se démêler de ses propres contradictions (au niveau de la production, des questions monétaires, de l'énergie, du néo-colonialisme qui entre en conflit avec la création de nouveaux marchés).

La situation ne peut que s'aggraver, de même que ne peuvent que s'accroitre les moyens technologiques utilisés pour museler cette révolte.

Il est donc IMPERATIF que les travailleurs se convainquent de la nécessité impérative de retrousser leurs manches, non pour, comme le propose Mauroy, aménager le capitalisme, mais pour construire autre chose. (voir les déclarations du premier ministre début septembre).

Les travailleurs une fois de plus seuls devant la tache à accomplir :

Nous ne devons nous faire aucune illusion, les «soutiens locaux» des membres de l'actuelle majorité aux luttes, ne sont que poudre aux yeux (cf la question du nucléaire), ou tactique, liée au problème du rapport de force PS-PCF au sein de la coalition gouvernementale (par exemple le soutien du PCF aux luttes viticoles et les «volontés» partielles de lutte de la CGT).

Même si le PCF...

Même si nous nous attendons à voir le PCF quitter le gouvernement d'ici quelque temps (inaugurant peut-être par là la première crise grave du régime) pour cause de divergence avec le PS, non sur la nécessité de changement profond, mais bien sur la façon de GERER LE CAPITALISME (cf le discours de Marchais à la fête de l'huma)...

A moins que...

A moins donc que les travailleurs trouvent en eux-mêmes les moyens de suppléer, par une démarche autonome, à la carence de représentation de leur mécontentement, que la dégradation touours constante de leurs conditions de vie ne peut manquer de provoquer, alors que leurs organisations traditionnelles et dans une moindre mesure ceux qui se proclamaient «révolutionnaires» sous Giscard sont entrés très loin dans la collaboration avec le nouveau pouvoir.

Les fissures de l'état de grâce

Déjà, certains mouvements au sein de la CGT indiquent l'existence d'un mécontentement difficile à juguler (cf l'ambiguité «lutte ou pas lutte» du discours de rentrée de Krasucki).

Déjà des grèves ont lieu, dans les secteurs où les contradictions sont vraiment trop criantes (notamment en ce qui concerne l'emploi — Seita, aéroglisseurs ou la fermeture d'usines, prises en main par les travailleurs - autogestion ou auto exploitation ?- , Bourgeois, SNIAS -réintégration sauvage...).

Déjà localement des députés PC-PS se trouvent pris entre les luttes et leur appartenance à la nouvelle majorité !

Elargir les failles :

la volonté de collaboration des organisations syndicales est encore plus flagrante que tout ce que nous aurions pu penser. Cela a été évident au moment de la grève de solidarité des aiguilleurs du ciel avec leurs collègues Américains, où les syndicats en allant discuter au ministère, se sont laissé convaincre d'abandonner le mouvement !...

Cela l'est encore plus lorsque la CFDT (Maire) critique A DROITE les mesures gouvernementales concernant tant les nationalisations (trop rapides) que l'autonomie de gestion du patronat (pas de contrôle, mais concertation).

SI LES TRAVAILLEURS ONT ETE D'ACCORD POUR «PRENDRE LE RISQUE» D'UN «CHANGEMENT», ILS NE SE SONT PAS CLAIREMENT MOBILISES POUR EFFECTUER EUX-MEMES CE CHANGEMENT.

IL N'EST PAS POSSIBLE D'ATTENDRE DE L'ETAT QU'IL NOUS DONNE L'AMELIORATION DE NOS CONDITIONS DE VIE.

Plus que jamais , la nécesité de proposer d'autres alternatives que celle de la logique syndicale ou parlementaire est donc importante.

A court terme : il est clair que nous devrons **nous battre pour que les réformes ne soient pas pire que ce qui est !**

L'état social démocrate semble en effet disposé à abandonner aux patrons des libertés en matière d'aménagement d'horaire dont les conséquences pour nous seront une aggravation de notre absence de liberté en matière de gestion de notre temps, que la misérable heure concédée en contrepartie par la bourgeoisie est loin de compenser !

Pire même, sous prétexte de lutte contre le chômage, l'Etat Mauroy, est prêt à créer autant d'emplois bidon que le précédent et ce dans le secteur public (1) prenant ainsi sur lui-même la multiplication de l'exploitation !

De même en matière de salaire, n'est-ce pas aggraver la condition des travailleurs que d'augmenter le seul SMIG, multipliant ainsi le nombre des smigards, sans bloquer les prix !

Chacun sait en effet que les prix s'alignent «spontanément» sur le «salaire moyen», et donc que raccourcir vers le bas l'éventail sans toucher les salaires supérieurs, ni bloquer les prix, c'est réduire le niveau de vie moyen de la population et non pas réduire les inégalités comme «ils» le prétendent....

Nous ne devons nous faire aucune illusion :

Il n'est pas possible d'ATTENDRE de l'Etat qu'il nous DONNE l'amélioration immédiate de nos conditions de vie.

Les socialistes sur ce point ont dissipé les dernières illusions qui pouvaient subsister (en marquant notamment leur volonté de laisser les patrons «maîtres chez eux»).

Ce n'est que par la lutte que l'on réduit les prétentions de l'exploiteur !

Tout ce que le patronat peut céder, sans y être contraint est suspect ; puisqu'il s'agit de réformes servant son intérêt, et que nous savons pertinemment qu'il ne converge pas avec le nôtre !...

Le changement des clowns au Pouvoir

Un piège :

Il ne faut pas perdre de vue que les «socialistes» correspondent socialement à une partie de la bourgeoisie moderne technocratique plus «éclairée» (et divergente sur les alliances/marchés sur le plan international) que l'équipe précédente.

Le changement peut donc être, un moyen de faire «avaler la pilule» de la restructuration industrielle et technologique, sous prétexte de «réformes sociales» et par là de nous imposer toutes les modernisations de l'industrie.

C'est dire que les travailleurs doivent lutter, et ne pas se laisser prendre au nouvel emballage de la vieille marchandise en se battant pour eux-mêmes et non pour une nouvelle fraction de la bourgeoisie fût-elle «sociale».

Une brèche possible :

Dans la mesure où les travailleurs s'engouffrent dans la fissure ouverte par la volonté de réformes «fondamentales» affirmées , pour mettre en œuvre des éléments de la société à construire.

Ainsi il y a une ***partie peut-être importante à jouer*** en ce qui concerne la «poudre aux yeux» sociale démocrate lancée à propos de ***l'autogestion.***

On parle en effet de mettre en place des conseils d'atelier et d'entreprise dans tout le secteur nationalisé.

Cela ne va pas sans conséquence si l'on considère que dans ce secteur se trouve désormais tout le système bancaire, epine dorsale de tout capitalisme qui se respecte.

D'après les projets en cours, il ne s'agit en fait que d'élargir le pouvoir des C.E., c'est-à-dire au mieux que de créer des commissaires «ouvriers» spécialistes de la gestion comme il y a des spécialistes «patrons» !

Ce n'est certes pas là ce que nous entendons par AUTOGESTION.

Cela n'est pas non plus ce que recouvre le Projet CGT : une sorte de nouvelle délégation du personnel baptisée conseil pour l'occasion et ayant un simple rôle de surveillance.

Il est donc impératif DE LUTTER CONTRE LE DEVOIEMENT DU TERME AUTOGESTION.

Des contre-propositions doivent donc être faites quant à ce que nous, communistes libertaires, appelons autogestion. C'est à dire, faut il le rappeler : **la gestion directe** par les travailleurs (instance de base, l'assemblée générale) **d'une production définie par les travailleurs coordonnés quant à ses buts et ses moyens,** dans une société basée sur la satisfaction des besoins et non sur le profit.

Ainsi,le travail idéologique et pratique à réentreprendre est immense.

Sur le plan pratique, nous devons faire face à trois problèmes :

1) le fait que les gens ne se sentent pas vraiment concernés par leur entreprise, et celui concomitant que , dans cette société, nous ne pouvons leur donner tort.

2) Le fait que les gens ne se sentent pas compétents, et que par là ils croient à la nécessité du «chef».

3) Le fait que personne n'est aujoud'hui compétent effectivement en matière de connaissance du fonctionnement des entreprises (même pas ces «spécialistes» que sont les syndicats !) —voir dans ce numéro l'article "banque" dans la rubrique "l'entreprise au quotidien"-.

Pour les communistes libertaires la première des tâches est d'agir pour que les travailleurs prennent effectivement confiance en eux, c'est à dire qu'ils se sentent capables d'agir sans chefs. La seconde est d'agir pour qu'il s'instaure un grand débat sur la nature et la forme de la société que l'on pourrait construire.

Affiche de décembre 1945, «Retroussons nos manches»

Plus jamais ça : si les travailleurs produisent que ce soit pour eux-mêmes

SECU

A la sécu de Paris et de sa région, le moins que l'on puisse dire, c'est que l'état de grâce on ne connait pas ! Bien au contraire, ce qu'il y a de frappant c'est la continuité de la politique suivie par le nouveau régime, et, à l'horizon, à part les projets de l'ancien régime qui vont être réalisés (départementalisation et informatisation), on ne voit pas de changement concret en ce qui concerne les conditions de travail, l'organisation du travail et la législation sociale.

TAMPONS

Lorsque dans d'autres administrations, l'agent de base de la sécu (le guichetier) doit assurer le principal du contact avec les «bénéficiaires» à savoir les assurés. A la Sécu cela prend la tournure la pire qui soit lorsque l'on sait que pour la plupart des cas épineux un «bon guichetier» doit appliquer des lois antisociales bien gratinées (du style fin des droits pour les chomeurs au bout d'un an etc...). La plupart des guichetiers sont en désaccord avec ces lois, mais peu importe, l'organisation du travail est faite de telle sorte que l'encadrement n'aura pas à assurer le contact direct avec l'assuré, sauf cas exceptionnel. Non,l'encadrement, dans un centre de paiement, est pratiquement exclusivement tourné vers le contrôle et la surveillance des guichetiers, mécanos et commis d'ordre qui assurent le gros du travail. Seul le rendement compte, et il faut en faire le maximum même si c'est au détriment des assurés qui ont du mal à se débrouiller dans le labyrinte administratif qu'est la sécu.

INFORMATISATION

La recherche de la rentabilisation de la sécu,si elle se fait sur le dos des assurés par la législation, se fait aussi sur le dos des employés par une informatisation poussée (cf Courant Alternatif N°5) et donc une compression accrue des effectifs. Comme dans le même temps, la charge de travail augmente sans cesse (consommation médicale et para-médicale), on peut imaginer aisément la dégradation des conditions de travail et les pressions de l'encadrement pour alimenter les terminaux ordinateursdans les centres de paiement. Là encore, au moment où les travailleurs parlent de diminution de l'horaire de travail, ainsi que de l'amélioration des conditions de travail, à la sécu, la dégradation s'accentue. Et bien au contraire, l'installation dans les centres de paiement d'un système informatique périphérique se fait dans le seul but d'une souplesse de la chaîne de travail, au profit de la gestion des dossiers : en effet en cas de panne d'un ordinateur ou de grève, les dossiers d'un centre peuvent être sous-traités par le centre voisin. Pour les guichetiers, mécanos et commis d'ordres, les conséquences sont immédiates : une augmentation de la cadence de travail donc du rendement et à terme l'informatisation des tâches. Dans un proche avenir, le liquidateur (celui qui est chargé du traitement des dossiers) fera le travail de trois personnes actuellement (commis d'ordre, guichetier, et mécano).

UNE CARICATURE DE SALARIAT

Enfin, troisième face du tableau où le changement ne semble pas se pointer,c'est la question des salaires. Là, c'est le délire complet. Sachez simplement qu'il y a trois classifications différentes (employés, cadres et cadres de direction) et que l'éventail des salaires est au minimum de 1 à 11. De plus, les salaires de base sont les plus faibles qui soient dans toute la fonction publique, et les augmentations lorsqu'elles ont lieu sont bouffées par deux mois d'inflation dans la période actuelle.

Alors, il va sans dire que le nombrede démissions est particulièrement important (500 par an pour 23 000 agents) et que l'abstentéisme est une des rares résistances au travail qui soit possible (le taux d'abstentéisme est également très fort).

Toutes ces conditions font que le recours à de vastes mouvements de grève est rare (le dernier date de 1973), la mobilisation étant dure à obtenir et l'impact de la grève pas évident, car la gêne principale est pour les assurés pendant que les comptes en banque de la sécu se gonflent démesurément des cotisations, à la plus grande joie des banquiers. D'autre part, les contradictions sont vives et entretenues par la direction : jeunes commençant à travailler et vivant chez leurs parents, contrats temporaires de plus en plus fréquents, contrats à temps partiel de plus en plus développés.

PROJETS

Le gouvernement Mauroy a malgré tout fait promesse d'abroger les ordonnances de 67. Avant 1967, la sécu était un organisme paritaire géré pour la plupart des caisses d'assurances maladie par les syndicats. De Gaulle avait mis fin à celà en 67 en supprimant les élections sociales pour les conseils d'administration des caisses et en imposant la tutelle du gouvernement sur la gestion de la sécu tant sur le problème du remboursement que sur celui de la gestion du personnel.

Comme Mauroy n'a pas l'intention de revenir à la situation antérieure, on ne peut que se méfier des projets qui seront avancés vraisemblablement à cette rentrée parlementaire. On risque d'avoir quelques surprises notamment sur la place que devraient prendre les associations locales «reconnues» dans les conseils d'administration des caisses : en effet chaque caisse étant une société de droit privé indépendante des autres, il y aura beaucoup de place pour les associations. Il semblerait que Mauroy s'oriente vers les trois tiers (Patronat, Syndicats, Associations). Alors bien entendu il reste à connaitre la nature de ces associations, leur réalité, par qui elles sont controlées, sur quels critères elles seront reconnues ou agréées.

DOSSIER POLOGNE

MKZ NSZZ „SOLIDARNOŚĆ" W BYDGOSZCZY

taktyka i strategia „solidarności" w obecnym etapie

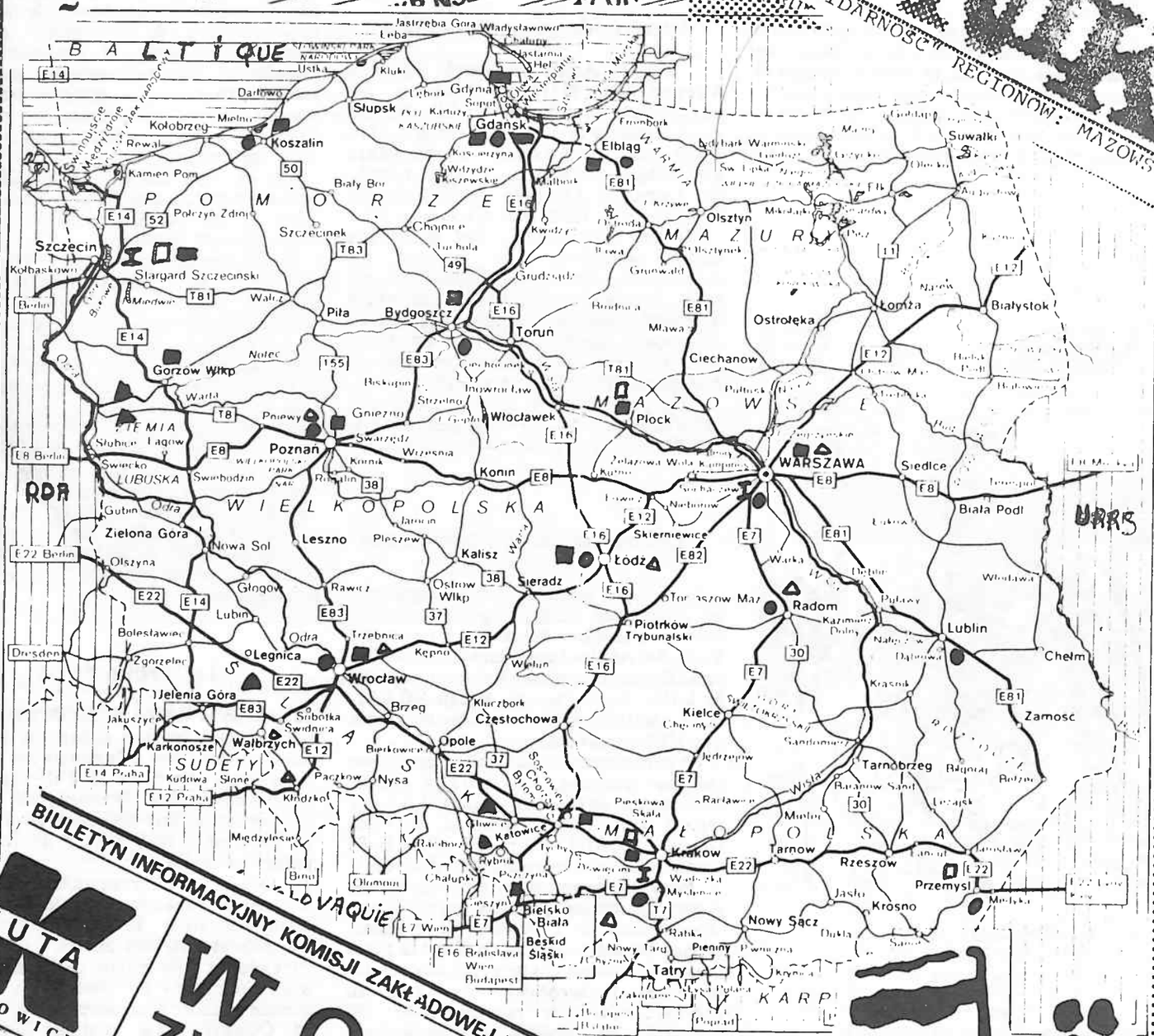
Robotnik

PISMO WSPÓLNE ŚWIĘTOKRZYSKIEGO

TYGODNIK

NSZZ „Solidarność" 17.07.1981

NSZZ „SOLIDARNOŚĆ" REGIONÓW: MAZOWSZE



BIULETYN INFORMACYJNY KOMISJI ZAKŁADOWEJ NSZZ SOL

HUTA KATOWICE

NR 28

ODTRUTKA NA ER

WOLNY ZWIĄZKOW

16 LIPCA 1981

Cena symb

SOLIDARNOŚĆ ZIEMI ŁÓDZKIEJ

LA POLOGNE QUELLE HISTOIRE !

Pays de plaine aux frontières mal fixées, perméable aussi bien aux incursions militaires Prusses, Russes et Suédoises.

La vigueur du sentiment national, l'appui de l'Eglise assurent dès l'an 1000 le destin du Pays.Une province ecclésiastique autonome. Sans massacres et sans guerres la Réforme conquiert une partie du pays : Luthérianisme à partir de 1518 et Calvinisme vers 1540 gagnent la cour et une partie du clergé : L'église catholique se réforme.

Au 17eme siècle, une constitution destructrice de l'Etat : à la fois république nobiliaire, monarchie élective et oligarchie.

Un début d'organisation capitaliste privée apparait vers 1600 dans les entreprises minières et métallurgiques et dans les métiers nouveaux (imprimerie).

Au 18eme siècle, la Prusse et l'Autriche profitent de la faiblesse de la Pologne pour se partager à 3 reprises le territoire en toute sécurité : L'adoption de la constitution «révolutionnaire» d'inspiration française de Mai 1791 provoque le second partage qui provoque en 1794 l'insurrection nationale dirigée par KOSCIUSKO et aboutit au dernier partage.

En Janvier 1918, création d'une Pologne indépendante avec accès à la mer ; par la suite l'expansionisme polonais amène au pouvoir des militaires nationalistes (PILSUDSKI et autres) qui combattirent les Russes.

PILSUDSKI : *le Nationaliste Polonais*

La seconde guerre mondiale

Après Août 39 (pacte de non agression Hitler Staline se partagent le Pays) L'Allemagne nazi attaque le 1[illegible] septembre. Dès 1940 la résistance occidentale Polonaise s'organise et est animée de Londres (Armée Nationale de l'intérieur). Elle entraine une très violente répression, des déportations massives en camps de concentration, extermination de juifs, écrasement du soulèvement de Varsovie (été 44) ; en tout 6 millions de morts dont 3 millions de Juifs soit 1/4 de la population qui en comptait 35 millions en 38.

Des massacres sont également effectués par les Soviétiques (Katyn :4500 officiers assassinés en 40).

Débuts de l'Etat Communiste

La Pologne est entièrement occupée par les armées de l'URSS après la guerre, Staline obtient lors du partage du monde à Yalta, des Anglo-Américains la translation vers l'Ouest du territoire Polonais au profit de L'URSS qui s'accroit de 180.000 KM carré : 300.000 Km², les mêmes frontières que 1000 ans avant.

Le gouvernement de Lublin appuyé par les soviétiques est installé après l'écrasement de toute opposition légale : un régime autoritaire stalinien, le Parti Ouvrier Unifié Polonais (P.O.U.P) s'empare de tous les rouages du Pouvoir et le Pays est intégré au bloc capitaliste Russe. La réalité pour les populations : rapatriement de 2 millions de Polonais originaires des provinces de l'Est à la place des 2 à 3 millions d'Allemands chassés des provinces occidentales. S'en suit un énorme effort de reconstruction (50 milliards de dollars de dommages matériels) un bouleversement du style de vie ancestrale et des structures socio-économiques. Le parti détermine seul les valeurs que les masses doivent servir ; des restrictions sévères des libertés s'en suivirent fatalement ; paradoxalement, l'Eglise Catholique lutte efficacement contre les constantes tentatives d'asservissement.

Réformes économiques

Réforme agraire en 44 (expropriation des biens fonciers au dessus de 50 HA), nationalisation de l'économie en 46, Planification rigide et centralisée. La population est enthousiaste pour la reconstruction, ce qui permet la remise en marche de la vie économique par le Parti-Etat, et un développement industriel de base, spectaculaire.

En 49, création du COMECON, le marché commun des Pays de l'Est ; il est laissé de côté par Staline et réanimé par Khrouchtchev en 54-55.

En 55 création du pacte de Varsovie, le répondant de L'OTAN occidental : présence ininterrompue des troupes soviétiques depuis 44. Le renouvellement de l'accord de 55 concernant l'établissement des liens d'amitié, d'aide mutuelle et de coopération économique sont devenus les facteurs essentiels de toute politique étrangère polonaise, désormais sous l'influence décisive de l'URSS.

Le secteur nationalisé de l'agriculture (16 % des terres cultivées) n'assure que 8 % de la production agraire totale. La paysannerie souffre de la pénurie d'investissements, de la réglementation des prêts à l'achat, et de la stagnation économique.

La révolte de 56

28 Juin 56 : POZNAN : 50000 travailleurs défilent dans les rues réclamant du pain, des élections libres et le départ des troupes soviétiques. Après 24 H d'affrontements l'Ordre est rétabli : 53 morts, 300 blessés, 323 personnes arrêtées (chiffres officiels)

27 Septembre 56 : Proçès de Poznan : peines modérées

19 Octobre : Khrouchtchev et autres arrivent à Varsovie; l'armée Soviétique stationnée dans le Pays marche sur Varsovie et reste aux portes.

21 Octobre : Gomulka nationaliste, qui avait «séjourné» en Sibérie est désigné comme premier secrétaire du Parti.

28 Octobre : La cardinal Wyszynski interné, est libéré.

Novembre : Gomulka inaugure des réformes : limitation des pouvoirs de la police, libération des prisonniers, censure moins stricte ; 9000 fermes collectives disparaissent.

Décembre: Manifestations en faveur des insurgés hongrois devant le consulat soviétique de Szczecin : 88 arrestations.

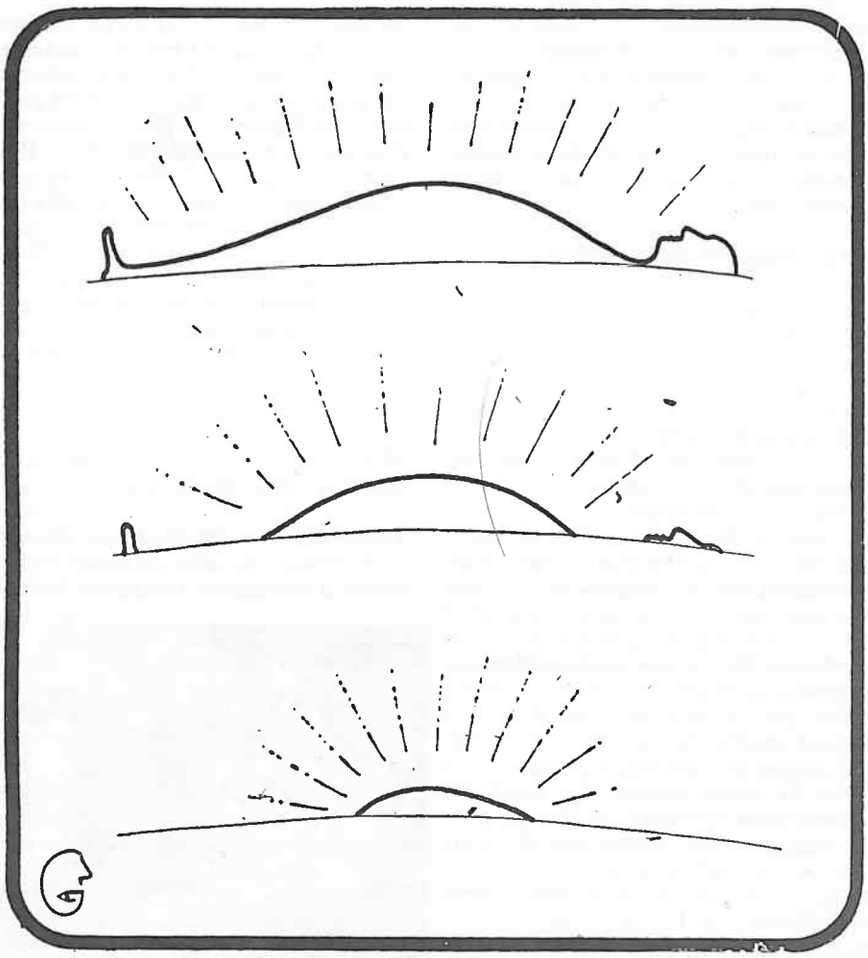
Les causes de la révolte ouvrière

Contraintes économiques (baisse des salaires) et culturelles de toutes sortes, terreur policière (35 000 prisonniers politiques), mécontentement populaire croissant ; mais aussi la décomposition du pouvoir.

L'arrivée de Gomulka amène la réaffirmation de l'identité nationale, la «déstalinisation», le rappel des «conseillés» soviétiques, le remboursement par l'URSS de 2 milliards de roubles à titre de récompense pour l'exploitation de l'économie Polonaise, la création de «conseils ouvriers» qui n'ont guère dépassé les limites «autogestionnaires» de l'entreprise fixées par Gomulka : élargissement d'attributions et de responsabilités à des échelons inférieurs de gestion. Mais «l'esprit d'Octobre» est rapidement abandonné par Gomulka et ses associés, pour la fidèlité à Moscou.

Mars 68, La révolte des intellectuels

La crise latente, mena à la révolte des étudiants, des universitaires et des écrivains en Mars. Expression d'une déception généralisée (le pretexte est l'interdiction d'une pièce d'un poête polonais, chant de révolte contre la tyrannie tsariste, jugé plus politique qu'esthétique). Il y a peu d'écho favorable chez les ouvriers sauf à Varsovie et à Noiva-Huta. Le printemps de Prague a aussi une grosse influence sur la révolte intellectuelle ; mais une répression active (1 mort), de même que la campagne antisémite commencée en 67, s'amplifient. Comme 56, 68 a été un mouvement réformiste essentiellement, avec pour objectifs la démocratie politique, l'émancipation de la tutelle de l'Etat Parti et un maximum d'indépendance nationale.



Rys. Janusz Golik

1970 : A la veille de Noel L'insurrection ouvrière

Pénurie alimentaire, chômage, bureaucratisation des appareils, tels sont les phénomènes de la domination de classe (La nomemklature). De 65 à 70, le taux de croissance de la production n'a été que de 2,6 %. Le plan quinquennal pour 71-75 «prévoyait» 5 à 600 000 chomeurs ; des grèves partout : Silésie, chantiers navals à Gdansk (suite à des diminutions de salaire pour «manque de rentabilité»). Le 13 Décembre les prix des produits alimentaires, des vêtements, des vélos augmentent de 30% et baissent...sur l'électro-ménager !! tandis que les salaires de la milice (forte de 1 million sur 32 Millions d'habitants) augmentent de 20% !.

Après l'arrestation de délégués à Gdansk, la grève s'organise avec apparition spontanée de dirigeants. Il y a absence de liaison entre ouvriers et Paysans ; On assiste à des pillages, ou plutôt à une réappropriation des biens de consommation, à une guérilla de rue, aux incendies du Comité régional et du siège du POUP, de la gare. La population est maitresse de la ville. L'armée encercle les chantiers navals et tire.

A Gdynia (10 KMs de Gdansk) : comités de grèves et comités ouvriers : l'armée occup e les chantiers, et tire depuis des hélicoptères. La population attaque l'hotel de ville. A Elblag le chef du Parti est pendu par les ouvriers, à Katowice les blindés sont dans la ville, des combats de rue à Krakow, tandis qu'a Varsovie les imprimeries sont en grève, des flics sont pendus, et une bombe est déposée à l'ambassade d'URSS. A Sczczecin les cahiers de revendication sont refusés par le POUP, il s'en suit une guerrilla urbaine, la grève s'auto-organisa et la milice tire.

Bilan des victimes : des milliers : 300 à Gdansk, 300 à Gdynia, Szczecin... pour le Parti seulement 45 morts ! Gomulka tombe et est remplacé par Gierek. La hausse des prix est abrogée.

Les évènements de 75-76

Des changements dans la constitution (le rôle dirigeant du Parti est reconnu, l'amitié renforcée avec les «voisins») amènent une riposte des intellectuels.

des augmentations de prix créeent des grèves spontanées à Radom et Ursus : des licenciements massifs et des proçés ont lieu.

Chaque atteinte au niveau de vie entraîne des ripostes, des grèves... et de la répression, mais en 76 des écrivains et des économistes créent un Comité de Défense des Ouvriers victimes de la répression : le KOR.

On nous a beaucoup parlé dans la presse occidentale de la pénurie, du rationnement, etc... en Pologne. Avant d'essayer de mieu comprendre l'origine de cette situation, il faut mesurer son importance. Pour cela, nous ferons tout d'abord le point sur la production secteur par secteur, puis sur la situation de la consommation.

Rythme de production

Secteur primaire : On entend par secteur primaire l'exploitation des ressources naturelles sans transformation. C'est par exemple l'extraction des minerais. (Précisons que nous traiterons le problème agricole à part).

Il y a déjà plus d'un an que l'on constate une sérieuse baisse de production dans les mines de Silésie entre autres. A une époque, le Parti a voulu assimiler cette baisse (bien qu'antérieure) à l'obtention des samedis libres. Or la réalité montre que ce nouveau jour sans travail n'a eu aucune répercussion sur la production. L'origine du problème semble être, tout simplement, les mauvaises conditions d'extraction. Le matériel est de plus en plus difficile à maintenir en état de bon fonctionnement, car les pièces de rechange manquent. Les services de «maintenance» (entretien des machines) sont débordés de travail, mais aussi incapables de réparer, car il y a un blocus sur les pièces détachées. Ainsi, il n'est pas rare que des machines restent immobilisées dix jours pour une réparation de quelques heures. On imagine sans difficulté les conséquences d'un tel non fonctionnement. Autre problème que nous retrouverons d'ailleurs dans le chapitre suivant, c'est le manque en énergie. Il arrive que 10 à 20% du parc-machines soit en arrêt par manque énergétique.

Secteur secondaire : (Il s'agit des industries de transformation). Là encore, une baisse importante de la production, mais en plus, cette baisse est de plus en plus importante. Le problème principal, c'est le manque de matière première. On a souvent parlé de la pénurie de cigarettes en Pologne. Eh bien, vous le savez peut-être, cette pénurie est liée au fait qu'il manque un des ingrédients nécessaire à la fabrication de la colle. Autre exemple, les matières plastiques : la pénurie en matières premières étant grandissante, les produits à base de plastique seront de plus en plus rares.

La deuxième raison des difficultés de ce secteur, c'est la production énergétique manquante. En effet, la baisse de l'extraction du minerai, à laquelle on ajoute les rationnements en produits pétroliers (venant d'URSS). Précisons que l'énergie est uniquement d'origine thermique. Notons d'autre part que le réseau énergétique est relativement décentralisé. Il n'est pas rare de voir des usines équipées de leur propre centrale thermique. Mais leur approvisionnement reste (de par le type d'énergie) contrôlé par le gouvernement; qui, sous des couverts de répartition, favorise ou , au contraire, défavorise tel ou tel secteur. Arme politique dont on n'imagine pas le poids. Ainsi on assiste en ce moment, c'est à dire à la veille de l'hiver, à une pénurie de chaussures !

Secteur tertiaire : (Il s'agit du secteur économique qui n'a pas de contact direct avec la production d'objets manufacturés). On peut dire que cela représente une part très importante de la population active en Pologne (comme dans les autres Pays de l'Est). L'origine de cette constatation se trouve dans l'utilisation qui a été faite de ce secteur par les différents gouvernements. En effet, pour résoudre les problèmes de chômage, les gouvernements ont régulièrement créé des emplois dans ce secteur. On peut estimer qu'un emploi de bureau coûte 1000 fois moins cher que la création d'un poste dans la production. Economie, économie ! Certains considèrent qu'actuellement, il y a 20 à 40% d'employés en surnombre...mais, au moins, il n'y a pas de chômeurs !

L'agriculture : On rencontre deux types d'exploitations; des exploitations sous forme d'entreprises (sortes de kolkhozes) et des petites exploitations privées. Il est fréquent d'entendre dire que les entreprises sont très nettement moins rentables que les petites exploitations privées. D'après bon nombre d'agriculteurs, la Pologne a été et pourrait être un pays très riche sur le plan agricole. Sûrement un des plus riches de l'Europe de l'Est. Or, c'est à ce niveau que commencent pour elle les difficultés. Les relations entre Pays de l'Est lui imposent certaines exportations contrôlées par l'URSS. Ainsi, lors des Jeux Olympiques, l'URSS n'hésitera pas à expédier un volume de viande considérable en provenance de Pologne et destination Moscou, pour donner l'illusion d'abondance. A ce pillage, s'ajoute une planification agricole peu efficace. Ainsi, la principale culture céréalière est le blé, or, depuis quelques années, les récoltes sont médiocres dans toute l'Europe de l'Est, mais la planification reste la même. Comme dans les autres secteurs, on trouve ici les mauvaises (pour ne pas dire déplorables) conditions d'exploitation et le pillage par l'URSS.

Le commerce extérieur

Exportation : La principale marchandise exportée est le charbon. Une part importante était expédiée vers l'Europe de l'Ouest. Mais, depuis un peu plus d'un an, l'exportation vers l'Ouest a baissé de 70% au profit des Pays de l'Est (RDA et URSS). Autres produits traversant les frontières : le blé et la viande. Mais tout cela reste à l'Est, sauf peut-être la viande, dont une partie partirait vers l'Ouest sans que l'on puisse en estimer la quantité.

Importation : Beaucoup de matières premières, entre autres les dérivés du pétrole, le tout en provenance de l'URSS et autres pays de l'Est pour certains produits manufacturés.

Les importations en provenance de l'Ouest ont maintenant presque toutes disparu. Gireck avait essayé' pour donner plus d'indépendance à la Pologne, de renforcer le marché avec l'Ouest. Ayant fort peu à exporter, il avait fait le pari suivant : équiper la Pologne par l'importation venant de l'Ouest, puis rentabiliser ces équipements par l'exportation vers l'Ouest. Commençait alors l'endettement de la Pologne envers l'Ouest. La réalité devait démontrer que le poids de Moscou était plus fort que Gireck voulait bien le penser et que, d'autre part, les choix d'équipement avaient été faits plus dans un souci de prestige que d'efficacité (à chacun son Concorde). Le bilan est sévère : incapacité de rentabiliser les équipements (sidérurgie de Katowice, etc...), donc incapacité de rembourser les crédits. Notons qu'à l'époque où la Pologne s'équipait en usine sidérurgique

KUTNO (40.000hab) Marche de la faim le 25.7.81 Pour une meilleure distribution des vivres : 30.000 manifestants.

démente, la France faisait la même chose avec des usines dont on connaît trop le nom ! La conséquence directe est l'incapacité pour la Pologne de poursuivre tout marché avec l'Ouest, car aucune devise ne rentre en Pologne. Précisons en plus que, de toute façon, l'URSS a toujours contrôlé les rentrées de devises dans tous les Pays de l'Est. Ceci d'ailleurs laisse quelque peu songeur sur «l'erreur» de Gireck.

Si l'on peut connaître à peu près le détail des importations et exportations avec l'Ouest, par contre il semble absolument impossible de chiffrer celui avec l'URSS et autres pays de l'Est, secret oblige.

La situation au quotidien

Conséquence directe de cette pénurie, il manque de plus en plus de produits alimentaires et manufacturés (cigarettes, lessive, etc..). Tout s'enchaîne, apparition des tickets de rationnement et perte de valeur de l'argent (la planche à billets a beaucoup fonctionné).

Le rationnement : Il n'est pas homogène suivant les régions. Par exemple, la région de Gdansk est mieux approvisionnées que la Silésie (bassin minier du Sud). A cela, deux raisons essentielles :

-La situation géographique (port de Gdansk)

-Mais surtout, provocation et répression contre les régions trop contestatrices (entre autres, au sein de Solidarité).

Ainsi, en Silésie, au mois de juillet, il pouvait enfin y avoir la viande à laquelle ils avaient droit avec leurs tickets du mois de mai.

Jusqu'où ?

La pénurie n'a fait que s'accroître depuis le printemps et cela va continuer. Mais cet hiver la situation devrait être au maximum du «possible». C'est à dire, ou bien il y a changement, ou bien la pénurie sera telle que l'on assistera à la famine et à l'incapacité matériel de résister au froid...

A ce sujet, il est important de démystifier l'angoisse Polonaise telle qu'elle est présentée dans la presse occidentale. Le risque d'invasion Russe n'est pas ressenti à l'Est comme à l'Ouest. Tout d'abord pour les Polonais, l'armée Russe est en permanence chez eux. Quant au coup de force, il en ont vraiment eu peur (et à juste titre semble t-il) que lors du congrès du POUP. Si jamais le POUP était sorti de la ligne de Moscou, alors le risque aurait été grand...Ce qu'ils edoutent au quotidien, ce sont les agressions et les provocations de la police politique. L'arme de Moscou en Pologne, il est de plus en plus clair, que c'est la pression économique.

Malgré tout, les dernières déclarations de Kania sur l'autogestion méritent un intérêt tout particulier car le POUP semble se mettre nettement en porte à faux par rapport à l'URSS. Remarquons que la première réponse a été éloquente : limite des exportations URSS/pologne. Si la Pologne est un pays riche potentiellement, il n'en reste pas moins vrai que son pillage très structuré la maintient à la merci de l'URSS. Tant que cette pression économique sera possible, le coup de force semble dérisoire. Par contre, dans le cas contraire...

SOLIDARNOSC

LES ETAPES

Le mûrissement de Solidarité.

L'idée de syndicats libres a germé dans les têtes ouvrières du chantier naval de Gdansk depuis 70. Les premiers syndicats libres apparurent en 77 : en Silésie un syndicat chrétien, et sur la Baltique, un syndicat laïque en liaison étroite avec le KOR.

Au cours des grèves qui sont courantes avant 80 se créé peu à peu des comités pour la création de syndicats indépendants à l'initiative de leaders ouvriers de 76, 70-71, 68 et même 56, et naturellement la répression s'abat.

La situation économique est catastrophique, déjà en 79 le revenu national avait diminué de 2%, et en 80 c'est pire : 4%. Après un changement de premier ministre (le bouc émissaire) le gouvernement propose une augmentation des prix étalée et aussi une augmentation des salaires SI LA PRODUCTIVITE EST ACCRUE. Des intellectuels proches du parti appellent à des réformes de structure du système, sous peine d'explosion sociale.

Le premier Juillet 80, parution au journal officiel d'un texte : le gouvernement a décidé que 22%, et non plus 14% de la quantité de viande distribuée en Pologne, le serait dans les «Magasins commerciaux» créés deux ans auparavant pour vendre les meilleurs morceaux de viande à 50 ou 100% plus chers que dans les «boucheries» (magasins d'Etat, comme «les magasins commerciaux»). La viande directement vendue aux ouvriers en usine serait alignée sur les prix les plus chers !

grève, alignement des allocations familiales sur celles de «la milice» et de l'armée, prime d'insalubrité, paiement des jours de grève, assurances pour le maintien des avantages acquis par des institutions de défense permanente que les réfomistes vont canaliser pour réaliser leurs projets. Partout, des commissions ouvrières, ou comités de grève, à l'initiative de la base, ou du KOR, ou de la base du Parti et du Syndicat officiel : Varsovie, Tchew, Todz (ville de filature employant des milliers de femmes qui demandent aussi la réduction de l'encadrement), Lublin (la découverte d'un convoi ferroviaire pour l'URSS rempli de viande et étiqueté «poisson» entrainera la grève générale avec la demande du secrétaire du parti à l'évêque d'intervenir pour arrêter le mouvement -le travail reprendra deux jo urs après avec 10% d'augmentation des salaires).

L'appareil du Parti et le comité central hésitent. Gierek (premier secrétaire du POUP) est en Crimée. La situation économique, sociale, politique, et idéologique empire. L'augmentation des prix annulée est reconduite . La répression ne sera pas brutale comme en 70 bien que des membres du KOR sont quand même arrêtés. Des revendications salariales accordées entrainent ailleurs des grèves et des revendications comme dans les mines de charbon.

A Gdansk une militante Anna Walentinowicz (dont nous publierons un texte dans le prochain numéro de C.A) est licenciée des chantiers navals et le 14 Août les chantiers Lénine entrent en action 16.000 grévistes pour la réintégration, l'augmentation des salaires de 1000 zlotys (170F au cours officiel). Les grèves s'étendent. La direction cède : Anna et Walesa (licencié d'une autre usine) sont réintégrés et 1500 slotys accordés. La grève continue par solidarité avec d'autres usines. Un comité de grève inter-entreprises se forme (MKS) et élabore un cahier de 21 revendications : droit de grève,

Une colère généralisée en Pologne, entraine des grèves spontanées, tournantes, mais sans manifestations de rue. D'abord à URSUS (machines agricoles. Une «commission ouvrière» animée par des membres du KOR exige l'échelle mobile des salaires, l'annulation de la hausse des prix, l'augmentation des salaires horaires et des primes de nuit). La grève se généralise ensuite : 150 entreprises en Juillet avec des revendications nouvelles : remise en cause du syndicat officiel (le CRZZ, par branches, est inactif et à la botte du parti), reconnaissance du droit de liberté syndicale, suppression de la censure, monument en mémoire des victimes de 1970 (300 morts à Gdansk), libération des prisonniers politiques : l'idée d'un syndicat indépendant devient officielle chez les ouvriers. Le premier ministre appelle à l'auto-discipline. Pendant ce temps, à Varsovie, un groupe d'avocats conçoit les statuts pour un syndicat libre à Gdansk avec une structure à deux niveaux : organisation à l'intérieur de l'entreprise, une direction régionale et le principe des élections directes sans limitation du nombre des candidats.

La population ravitaille les ouvriers occupant les usines, et partout existent des comités de grève. Le Parti-Etat veut diviser le MKS (500 entreprises avec différentes commissions : ravitaillement, imprimerie...). Après des arrestations, le pouvoir cède et négocie le 23 Août pour rétablir la paix sociale. Des MKS se créent à Szczecin, Lodz, Bydgoszcz, Katowice, Elblag, Wroclaw. Les Polonais font des stocks de nourriture.

L'état de création du syndicat : Walesa.

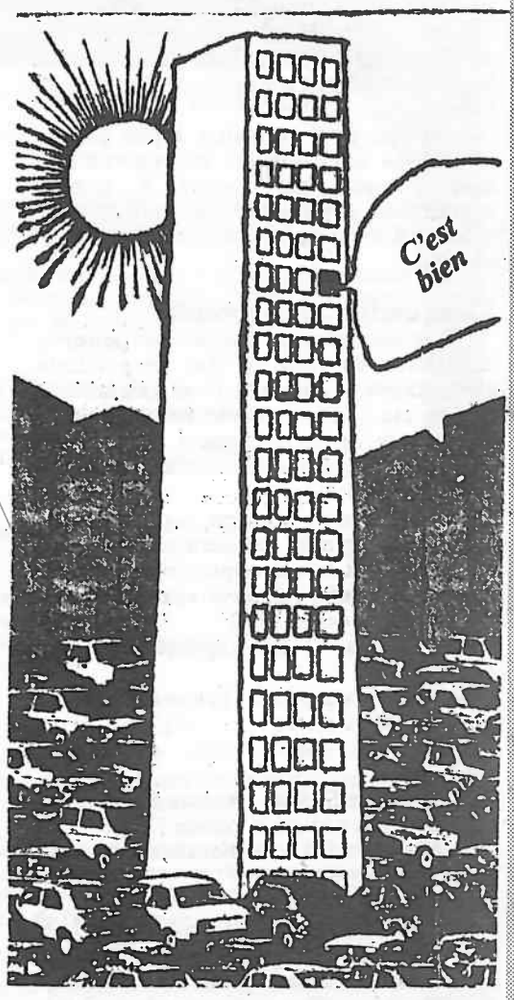
La grève s'étend à tout le Pays et c'est pour cela que «*les membres du présidium du MKS de Gdansk craignent qu'un mouvement de fond et aux conséquences imprévisibles ne vienne remettre en cause une victoire aussi importante.* » (Le Monde): la reconnaissance d'un syndicat indépendant. Cette reconnaissance est le fruit de nombreuses négociations pendant lesquelles Walesa acquerra la renommée qu'on lui connait : il se mettra en valeur pendant les terribles joutes psychologiques et politiques qu'ont été toutes les rencontres entre délégués ouvriers et représentants du Parti-Etat. Pour illustrer l'ambiance de ces négociations, un détail : rapidement, le pouvoir a envoyé des psychologues pour «déterminer les limites» des membres de la délégation Solidarnosc afin d'établir une stratégie pour chaque séance . Ce manège compris, Solidarnosc ne publia la composition de ses délégations qu'au dernier moment, pour ne pas que les psychologues puissent élaborer leur stratégie. Il y eut donc rotation des déléguées SAUF POUR WALESA ou presque. Ajoutons que la montée de Walesa a été possible parce qu'il était ausi étroitement lié à l'église, le dénominateur commun de la majorité des ouvriers. Cette situation était acceptée de fait par l'Etat depuis longtemps.

A la télé, le cardinal appelle les grévistes au calme. Mais tout le monde n'est pas d'accord pour la reprise : à Gdansk, dans les mines (malgré un accord), dans une ferme d'Etat à Katowice (grève sauvage). Comme à l'habitude, Gierek est «remplacé» par Kania qui déclare la guerre aux «ennemis du socialisme», réduit les dépenses publiques, épure le parti. L'armée n'est plus sûre: un syndicat indépendant est créé par les travailleurs civils de l'armée.

7 à 8 millions de signatures sont collectées pour la création du syndicat national. A la commission nationale : 39 fédérations régionales(MKS) du syndicat fonctionnent de façon autonome et surprennent ainsi le MKS de Gdansk; un troisième échelon central est ajouté : le présidium issu de la commission nationale.

Walesa pousse à la reprise et commence à jouer au pompier volant ! le pouvoir est satisfait pour son engagement à arrêter les grèves sauvages ; les membres du parti peuvent adhérer à Solidarité. La situation économique est mauvaise et le rationnement est prévu par l'Etat. Chasse est faite à ceux qui abusant de leurs fonctions ont détourné des sommes énormes. Le syndicat se bat pour être reconnu légalement par le pouvoir comme des interlocuteurs valables ; aussi la direction temporise :

Walesa : «*Il faut arrêter le mouvement revendicatif*» face à une base qui veut tout, tout de suite. La grève nationale d'avertissement d'une heure lancée par Solidarité est unanimement suivie dans toute la Pologne car les bas salaires ne sont pas augmentés et le syndicat n'a pas accès aux médias. Solidarité est enregistré en Novembre. Une association indépendante d'étudiants est créée : MZS. Les grèves se multiplient avec occupation de locaux : personnel hospitaliers, enseignants et postiers de Gdansk, cheminots de Varsovie et Gdansk, usine d'URSUS... Solidarité se déclare prêt à participer à l'alliance de la sagesse, de la pondération et de la responsabilité nationale en n'ayant recours au droit de grève «que comme un moyen ultime de l'action syndicale». Une trève de 3 mois est signée par Solidarité début février ; naturellemnt l'Etat laisse entendre une possible aide «des Pays frères» que reproduisent les médias occidentaux ... mais tout n'est pas aussi simple...



L'affaire de Bydgoszcz

Le 19 Mars, alors que les paysans occupent des locaux officiels depuis un mois pour la reconnaissance de leur syndicat :NSZZ (solidarité des agriculteurs individuels), et que se déroulent des négociations en présence des représentants du Pouvoir, une énorme provocation est montée : les miliciens (qui avaient été déplacés de tout le Pays, et hébergés dans des casernes avec un hopital de campagne) firent irruption et matraquèrent les syndicalistes. Ils avaient aussi projeté d'arrêter au petit matin, 600 à 700 leaders syndicaux de Bydgozcz où se préparait la grève générale qui devait avoir lieu dans toute la Pologne. Les abattoirs refusèrent de servir la milice («ils ont les leurs»). Les responsables de cette provocation ne seront jamais arrêtés malgré l'accord Etat-Solidarité. Ces évènements anéantissent les prétendus acquis de Solidarité Ouvrière ; après avoir clamé victoire lors de la reconnaissance officielle, ils découvrent que la réalité sur le terrain est toute autre. La situation n'a pas changé et ils sont à la merci de la répression. Ils devront donc entamer la deuxième phase de la lutte pour leur reconnaissance, celle comme force sociale sur le terrain.

Finalement, Solidarité des agriculteurs individuels sera enregistré.

Moi, ici, je suis le guide

Solidarnosc à la veille du congrès.

Près de dix millions de syndiqués avec 10à 15 % de militants actifs, sur 13 millions de salariés. Il y a 10.000 permanents rémunérés à Solidarité avec un salaire souvent supérieur au salaire moyen. Un ensemble d'experts entoure la commission nationale et les structures régionales. Ces experts sont souvent issus du KOR et de l'intelligentsia catholique.

Principes de fonctionnement de type fédéraliste:

- **Les commissions d'entreprises (KZ),** autonomes, élues par les ouvriers en décembre/janvier pour remplacer les comités d'initiative , pour désigner les représentants de Solidarité, avec mandat révocable ; la participation ouvrière est forte pendant les pauses. La base par contre, n'est pas intéressée par le niveau régional. les délegués, 1 pour 400 ouvriers, agissent parfois en chef.

Les commissions régionales inter-entreprises (MKZ). il y en a 44 en Pologne. Les délégués d'usine ont élu en juin/juillet dans chaque région une commission régionale remplaçant les premiers comités syndicaux d'initiative (MKR), embryons de Solidarité. La composition de la commission régionale de Bydgoszcz est la suivante :

50% ont un niveau d'étude secondaire
30% ont un niveau d'étude supérieur (actuellement ce nombre est en augmentation pour les cadres)

20% ont de 26 à 30 ans
25% de 31 à 35 ans
14% de 36 à 40 ans
16% de 41 à 45 ans.

La moyenne d'âge est de 34 ans.

Les commissions régionales élaborent des programmes d'intervention nationale en préparation du congrès national qui tranchera les principaux textes sur l'autogestion ouvrière et la démocratie syndicale.

L'échelon national : du 5 au 10 Septembre a eu lieu près de Gdansk la première partie du congrès SOLIDARITE. le premier en régime communiste réunissant les délégués pour y traiter les problèmes des régions, les problèmes d'organisation (avec un nouveau découpage syndical régional) et de démocratie syndicale. au niveau national ce sont les problèmes de l'autogestion ouvrière, de l'accès aux médias, des amendements aux statuts de SOLIDARITE. Il y a des textes internes de différentes tendances. Ensuite, nouvelles discussions à la base sur ces textes.

Du 26 au 3 Octobre,deuxième partie du congrès avec l'élection de la commission nationale de coordination (KKP) pour 2 ans et révocable à tout moment par les syndiqués.

Les problèmes à l'intérieur de Solidarnosc :

— **Trop de fautes politiques** pour les samedis libres et l'affaire de Bydgoszcz: le 19 mars le KKP (voir Walesa) s'est substitué à la base, Solidarnosc a été manipulé par le gouvernement ; il y a eu des victoires mais trop de concessions ; Solidarnosc a réagi trop tard pour les conseils ouvriers. Il y a eu d'ailleurs la démission d'un expert national. Le KKP est plus jusqu'à maintenant une direction qu'une coordination.

— **Appétit trop grand** : on a eu un espoir d'une pleine démocratie en Pologne trop rapidement en 6 mois. (citations d'un délégué de Bydgoszcz).

— **Manque de démocratie** : souvent face à une base spontanée le présidium de KKP joue au pompier volant pour faire taire les "mouvements incontrolés" : Katowice, Radom et dernièrement Olsztyn. Kuron est envoyé pour faire arrêter la grève des typos contre les mensonges des médias. Un membre du comité de grève à Kuron : "De quel droit nous demandez-vous des comptes ? Il n'y aura pas d'obéissance, nos revendications sont justes !"

— **Bureaucratisation de Solidarnosc** : Le manque d'expérience et le manque de confiance des ouvriers en eux-mêmes a laissé la porte ouverte à un afflux d'intellectuels cadres et ingénieurs qui prennent une place prépondérante surtout dans les MKZ et KZ. Les textes préparatoires au congrès ne sont pas toujours discutés à la base. Où est l'appellation de Solidarnosc : syndicats indépendants et autogérés (NSZZ) ?

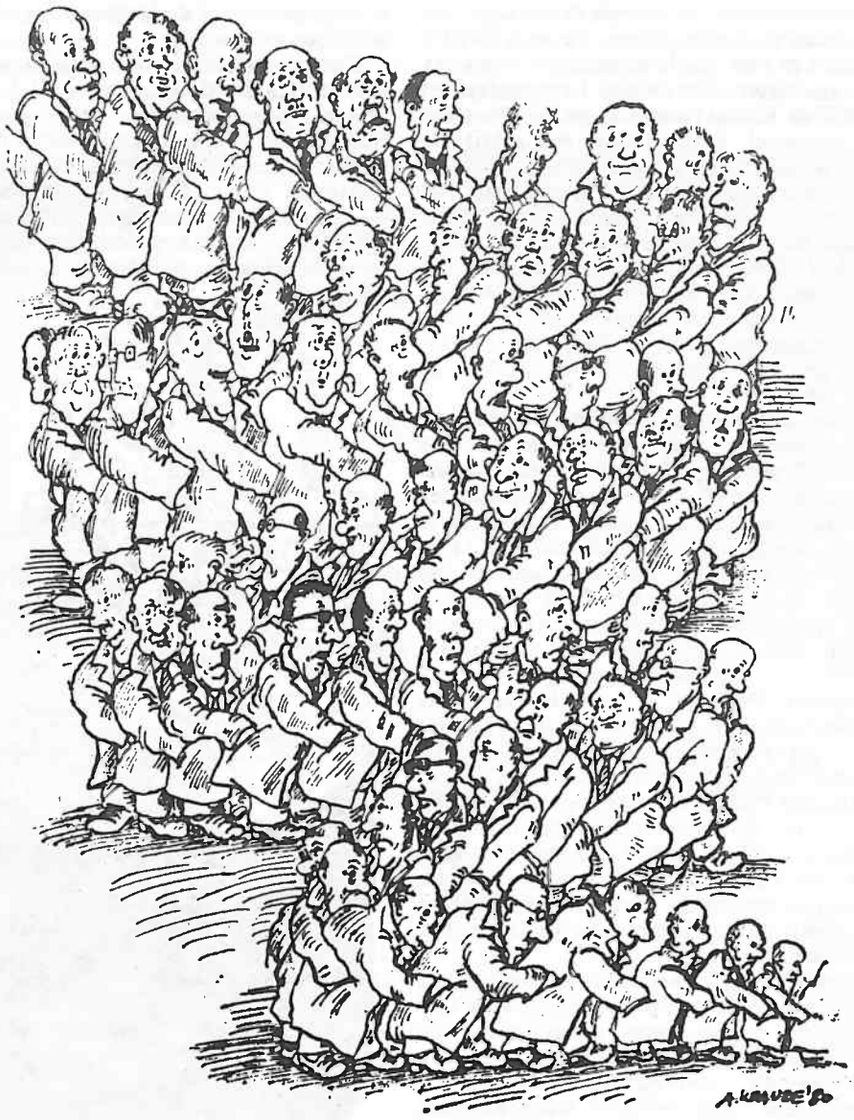
— **Autres problèmes** : Katowice (1,2 million d'adhérents), l'ancien bureau de MKZ élu en août 80 avait une pratique de lutte, "car il ne s'agit pas uniquement de diriger", il était "non violent" mais radicalisé ; suite au regroupement de 5 groupes d'initiatives de la région en un seul, et aux nouvelles élections avec malversations le nouveau MKR (62 personnes) " n'a pas de contact avec la base, aucune pratique de lutte, il décide une grève parachutée de 4h, sur le tas le 7 août, cela peut influer négativement sur la population, mieux vaut une manifestation de rue, plus visible qu'une grève".

But de la grève :défense des prisonniers politiques, réformes économiques régionales, nouvelles élections à la Diète (Parlement Polonais). 1200 entreprises en grève.

"Solidarnosc de septembre 80 à avril 81 se lance dans la foulée des grèves mais n'a pas de programme, peu à peu sentant sa force, des programmes sont élaborés".

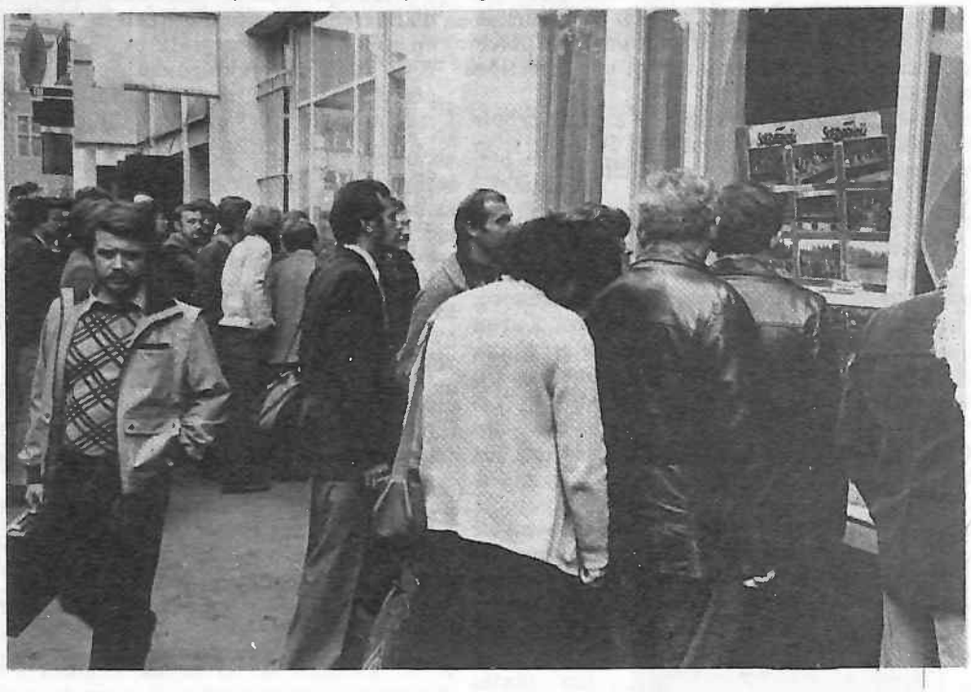
Chaque région Solidarnosc a sa propre spécificité industrielle, Todz (ouvrières du Textile, Katowice (sidérurgie et charbon)...

Parfois des commissions spécifiques (en Silésie : écologie, "en 90 il y aura une catastrophe écologique".



Rys. Andrzej Krauze

A Varsovie, on se bouscule pour regarder les affichages de Solidarnoïc.



L'information à Solidarnosc :

Elément très important, tous les locaux syndicaux disposent d'un télex : un qui reçoit les infos, les décode et les tape à la machine à écrire, avant d'être affichées dehors et lues par la population. Un télex qui envoie les infos locales. Le président du MKZ de Kutno (centre du pays) : "le télex est essentiel, il fonctionne par relais, de ville à ville, il permet un échange rapide de l'information, nous n'avons pas de nourriture, pas de téléphone, mais nous avons exigé et obtenu le télex en 2 mois à Kutno ; il est essentiel dans les discussions internes, et a permis dans la nuit de donner notre position sur les négociations avec le gouvernement ; l'Eglise en possède peut-être un ; certaines grandes entreprises en ont un."

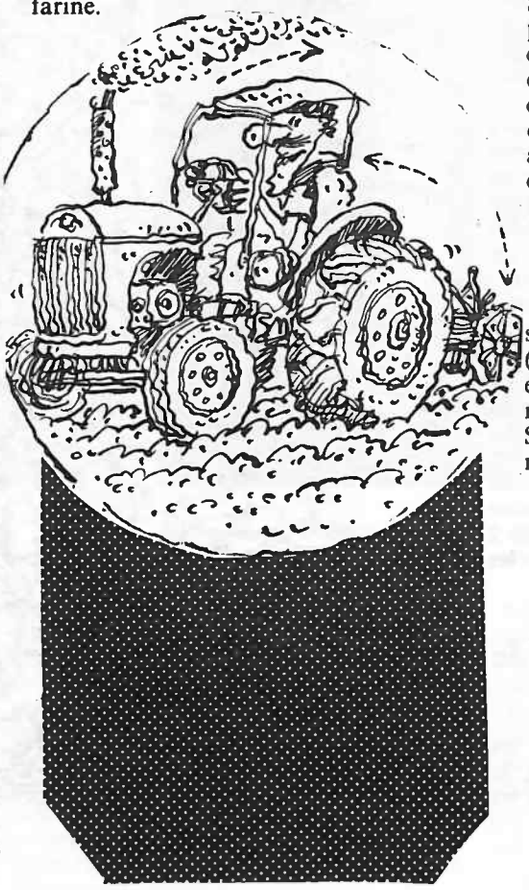
Autres moyens d'expression : Solidarité a l'imprimerie la plus moderne de Pologne (don d'une centrale syndicale japonaise). Actuellement ils viennent de commander un matériel de façonnage en Finlande, livré dans deux ans. Des offsets de taille moyenne achetés en Pologne, dans chaque local Solidarnosc et dans certaines entreprises. Ronéo dans chaque entreprise.

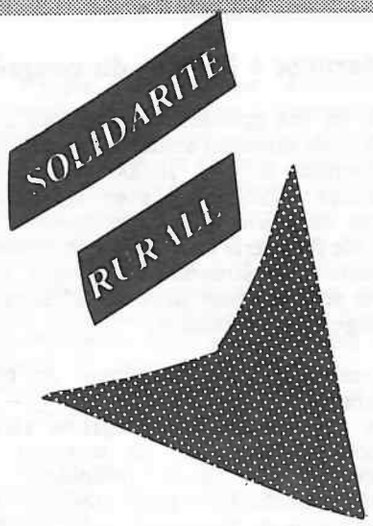
En cas de problème avec les médias Solidarnosc installera sa radio, ils en ont le matériel. Pendant 2 jours les militants travaillant dans les imprimeries d'Etat ont fait grève pour accéder aux médias. Hebdomadaire national de 16 pages retraçant l'histoire ouvrière polonaise (56 - 70 - 76), les informations de luttes, les débats.... "Tygodnik Solidarnosc" tiré à 500 000 exemplaires. Le numéro avec les comptes rendus du Congrès a été censuré en partie ; aussi Solidarnosc ne l'a pas fait paraitre.

Dans les bibliothèques avec toutes sortes de livres, formation pour les membres. Des bulletins, ou 4 pages quotidiennes ou hebdomadaires, à petits caractères suivant les régions ; des bulletins de réflexion mensuels, des feuilles quotidiennes d'usines.... (Le Parti a 55 quotidiens régionaux avec 145 millions d'exemplaires). Du matériel de sérigraphie des affiches sur les évènements historiques Katyn, ou sur l'autogestion apparaissent sur les murs.

Les Polonais ont une énorme soif d'informations et de formation sur le plan politique et social.

Devant la diminution des rations de viande (1,5 Kg de charcuterie, 1,5 Kg de viande par personne et par mois) Solidarnosc a fait des concessions dessus, manifestations de la faim un peu partout : Varsovie, Lodz, Piotrkow, Tribunatski, Kutno (40 000 personnes)... Que certains du KKP n'ont pas apprécié. Augmentation du prix du pain de 150% et aussi de la farine.





Depuis la deuxième guerre mondiale, les petites exploitations (familiales surtout) disparaissent au profit d'entreprise (sorte de kolkhozes). Cette disparition provoquée par la «Collectivisation» du pays se fait essentiellement sur des pressions économiques. En 1970, l'Etat lance une véritable offensive contre les petites exploitations. A cette époque, naissent des noyaux de résistance, entre autres, autour de LUBLIN, TARMOBRZES, VARSOVIE... Ces noyaux sont soutenus financièrement au moins par le KOR. Ils publient alors un petit journal clandestin : «PLAKOWKA». Le titre est la reprise du titre d'un livre qui met en parallèle l'invasion des Prusses à son époque et la «collectivisation», le tout sur le plan agricole. Précisons que, pendant logtemps, ce livre a été l'unique référence écrite des noyaux de résistance.

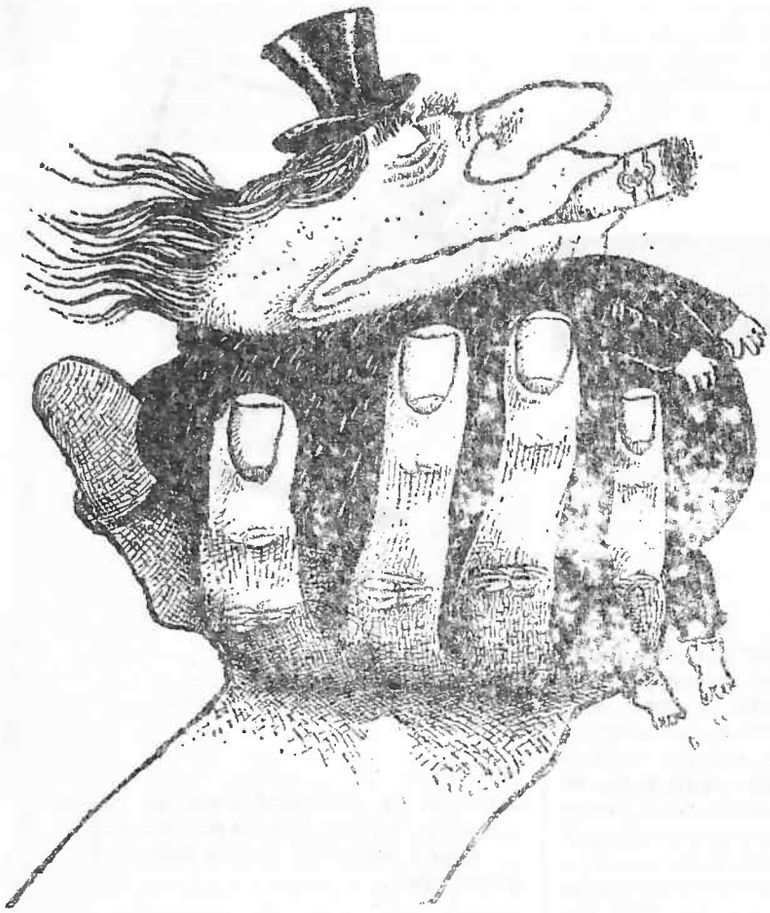
Juste aprés la reconnaissance de Solidarité Ouvrière, trois structures paysannes vont apparaître ; dans les trois cas, il s'agit d'organisation ne regroupant que des paysans individuels. Les employés de kolkhozes étant considérés comme dés ouvriers. (Ajoutons à cela une véritable animosité de la part des individuels entre eux).

Les trois structures sont les suivantes :

-*Solidarnosc des paysans individuels* : structure liée à Solidarité Ouvrière (participation au Congrès). Les statuts ont été déposés et acceptés à Bydgoszcz en mars 81. Précisons que la liaison avec Solidarité Ouvrière n'est pas formalisée, mais plus idéologique.

-*Solidarnosc de village* : structure clandestine ne voulant pas reconnaître le rôle d'interlocuteur au Parti; souvent les militants sont aussi dans la première structure.

-*Solidarnosc paysan* : peu importante, cette structure a été mise en place par la police politique pour limiter les mouvements de contestation.



Dans cette rubrique, chaque mois, des camarades feront le point sur ce qui s'est passé sur leur lieu de travail. Il ne s'agit pas des temps forts de la lutte -grèves, occupations - , ni d'analyses fouillées du secteur ou de l'usine en question, mais de ce qui se passe dans une boite dans la vie de tous les jours, dans les périodes de «non lutte» : les petits conflits, les petits incidents, les rapports hiérarchiques et la phallocratie au quotidien... Il serait souhaitable que ces chroniques sur une entreprise soient SUIVIES, chaque mois ou presque, et nous engageons nos lecteurs à alimenter cette rubrique qui peut permettre de mieux saisir la réalité quotidienne de l'oppression salariale, en même temps qu'établir des rapports de compréhension et de communication entre des camarades «enfermés» sur leur lieu de travail.

L'ENTREPRISE AU QUOTIDIEN

PARIS : LA «SECU»

CPCAMRP (avec des sous titres, cela donne : Caisse Primaire Centrale d'Assurance Maladie de la Région Parisienne : Sécu), Jusque là c'était l'un des plus gros organisme de sécurité sociale au monde : réparti sur 18 circonscriptions administratives, d'énormes services intérieurs et l'Action Sanitaire et Sociale : le tout employant 23000 agents. Et bien c'est terminé puisque la CPC est départementalisée. Cela bien entendu pose de très gros problèmes puisque l'ancienne société étant dissoute, le personnel est réembauché : il y a donc un grave problème de mutation qui risque d'être arbitraire pour les agents des services intérieurs qui vont éclater, cela risque de bloquer toute embauche pendant des mois, alors que les conditions de travail ne cessent de se dégrader. Enfin, cela va remettre en cause les avantages acquis auparavant (dérogation d'horaires etc...) Le rôle des syndicats dans cette histoire a été de tenir à l'écart le personnel des débats réels sur l'arbitraire de cette situation, du rôle du patronat et des liens à faire entre rentabilisation, départementalisation et dégradation des conditions de travail. La CFDT depuis un an s'est enfermée dans un débat laissant de côté les problèmes urgents sur les centres de paiement (effectifs, hiérarchie, conditions de travail et salaires) à l'exception de deux ou trois sections, la CGT était contre la départementalisation puisqu'elle remettait en cause son pouvoir dans l'entreprise (contrôle absolu du CE qui est énorme : patrimoine de 10 millions de francs) et FO, tenue par l'OCI(trotskyste) se plaçait entre les deux. L'élection de Mitterrand a entraîné un tournant à 180° de la CGT estimant que depuis que la gauche est au pouvoir il ne peut y avoir «qu'une bonne départementalisation» et FO a suivi le mouvement. Le personnel reste en attente de gestes et décisions du ministre de tutelle (Nicole Questiaux). Les syndicats défilent dans ce même ministère. Le risque d'une telle situation, c'est bien entendu que tous ces changements soient très mauvais puiq'ils ne s'appuient sur aucune mobilisation et que le rôle des syndicats accentue ce rapport d'assistanat qu'ils ont auprès du personnel. L'État de grâce permet même de justifier que rien ne change par rapport au gouvernement précédent (en ce qui concerne les conditions de travail et les salaires) car il ne faut pas gêner le gouvernement socialiste à ses débuts ! Ben voyons !

POITIERS : MATERNITES

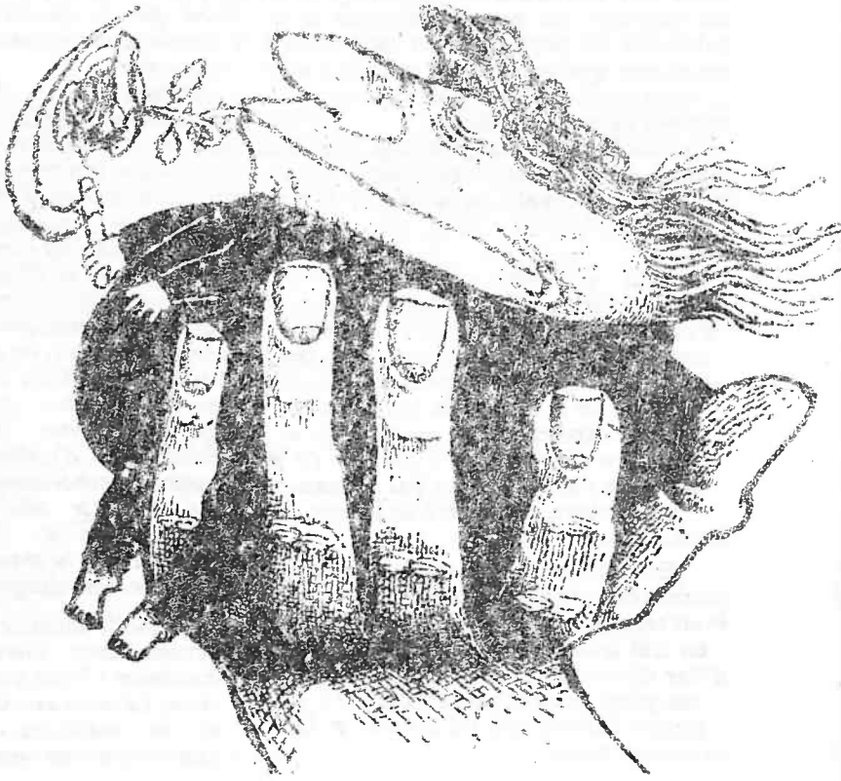
Aucun syndicat, aucune résistance à la hiérarchie. Il faut se débrouiller seule. L'ensemble du personnel n'ose pas revendiquer ouvertement et cherche un leader. Par exemple : retrait abusif sur notre salaire en cas d'absence pour maladie (quelques jours de maladie amputent largement notre salaire).

Après renseignement, je faisais part de cette illégalité à mes collègues et je leur expliquais qu'on pouvait agir. Personne ne m'a suivie espérant que j'agirais et payerais les pots cassés. Par la suite cela s'est confirmé plus tard. Après un différent avec une sage-femme, j'ai dû me défendre seule à la direction, personne n'ayant proposé de m'accompagner. Il n'y a aucune solidarité, esprit d'équipe parmi le personnel. Après le 10 Mai, le personnel espérait un changement. Mais au fil des mois la déception apparait. Quant à la hiérarchie, l'élection n'a en rien changé son attitude. Et les problèmes sont toujours les mêmes.

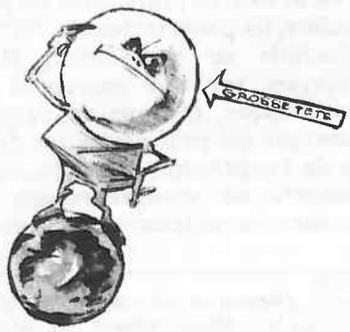
Banque Crédit Lyonnais

Suite des élections : contrairement à la propagande gouvernementale, le fric est parti en masse pendant les semaines qui ont suivi les présidentielles, et personne n'a rien fait pour l'en empêcher, malgré les belles motions votées par la CFDT,faute de courage bien sûr, mais aussi faute de capacité à savoir par quel circuit passe le pognon !

Ah la la, et dire qu'aujourd'hui on parle d'«autogestion» dans le secteur nationalisé, renseigné comme on est, les patrons peuvent continuer à magouiller, les syndicats ni verront rien !



L'AMOUR HANDICAPE



DIALOGUES

Le 19 juin 81 à l'école d'infirmière d'Albi (tarn) et le 20 Juin à Rodez (Aveyron) en soutien aux handicapés Debout, deux handicapés avons fait passer le film de Marlies Graaf : «L'Amour Handicapé».

A la suite duquel eu lieu un débat ayant pour objet «les handicapés physiques face à la sexualité». Contrairement à Albi, à Rodez le sujet a été abordé avec une cinquantaine de personnes dont 1/3 représentaient des handicapés physiques. UN seul a abordé son problème par rapport à ses besoins sexuels non satisfaits, ainsi que les raisons et les causes (intégration dans la société, communication, capacité personnelle d'insertion...). Là, le débat a contourné la rivière des amours pour en rester sur la rive de l'amour fraternel en exprimant le dérisoire des relations sexuelles parce que, disait une valide, malgré le tremblement de son mari qui interdisait tout rapport charnel, elle l'aimait tout autant. Son mari était présent mais n'a pas donné son avis.

Ne subit-il pas le dictat puritain d'une valide ?

D'autres handicapés, commençant à sentir des vibrations intérieures que l'on ose exprimer par peur de déranger la vie habituelle du couple, se sont cantonnés à prononcer quelques propos relatifs à leurs vues spirituelles de l'amour , après lesquels ils nous ont lâchés.

Puis le débat s'est prolongé avec une dizaine de personnes (deux handicapés) ; les idées principales se situèrent à trois niveaux.

Tout d'abord une attaque des associations qui provoquent l'aliénation d'où la marginalisation de l'handicapé, comportement similaire avec celui des sectes. La solution proposée consisterait au refus de la facilité de ces réseaux. Chaque handicapé doit accepter de se prendre en charge et, de s'intégrer s'il le souhaite dans la société par le biais, entre autre, des foyers de jeunes travailleurs.

Ensuite, la société et les handicapés doivent essayer de s'adapter à la différence. Pour cela les handicapés doivent s'accepter en tant que tels et faire valoir le droit d'être dissemblable dans ce système où le marginal ne peut exister que s'il a sa propre culture, que s'il connait et fait valoir ses droits.

Enfin, la sexualité est un thème que les handicapés reportent au second plan. La santé semble apparaitre comme leur principale préoccupation et fait fonction de face brillante d'un masque dont le revers, c'est à dire les rapports physiques en est assombri et même caché. Mais l'un et l'autre font partie d'une même souffrance aiguisée par des normes sociales exclusives. Ce refoulement perpétré par les handicapés ne reflète t-il pas celui des valides ?

A cela, je vous laisse le témoignage d'un handicapé après avoir vu le film :

«Le film de Marlie Graaf L'Amour Handicapé est un bon film qui pose beaucoup de problèmes vrais.

Le seul inconvénient à mon avis, c'est qu'il ne va pas assez au fond des choses bien que la deuxième partie soit plus proche d'une certaine réalité de vie que la première.

D'autre part, le film traite de l'amour moral et non de l'amour direct. C'est à dire quelle attitude devons-nous avoir quand nous nous trouvons devant une femme et que nous sommes obligés de lui dire que nous ne pouvons pas assumer la responsabilité de l'amour, qu'il faut que ce soit elle qui le dirige et que nous, nous avons une fonction passive. Car à mon avis l'amour se pratique et se partage et se confond à deux, en général, sinon ce n'est pas l'amour. Cela c'est une chose, mais avant d'y arriver que devons nous faire pour découvrir l'amour si ce n'est quelquefois d'utiliser des moyens pas toujours catholiques tels que les filles de joie dans le seul but de découvrir, d'apprendre et de sauvegarder un équilibre, car la sexualité peut devenir une nécessité, une drogue.

Quelle attitude et de quelle manière devons nous vivre car cela c'est du quotidien ? Nous avons lutté pour pouvoir vivre. Là nous avons été aidé par la science et la médecine. Mais qu'en est-il exactement au niveau de l'amour, la sexualité, la communication, la vie en société ?eh bien, il n'en est rien, tout reste à faire, tout reste à créer et à apprendre.

Est-ce qu'il est vraiment nécessaire de vivre quand on ne se vit pas pour une idée ou pour quelqu'un ?

L'homme a été fait pour vivre et pour aimer : aimez vous les uns les autres, mais par cette phrase, la Bible condanne l'amour car elle ne le place que sur le plan fraternel.

Nous pouvons essayer d'aimer mais à condition de ne faire qu'en parler. Est-ce une chose de surnaturelle que de faire l'amour ou de vivre une sexualité. Au fait pourquoi nous a-t-on habitués à mettre des vêtements si ce n'est une coutume de dignité dûe à certaines personnes.

D'autre part, il faut dire que nous n'avons jamais eu le temps de penser sexualité ou amour, nous avons dû lutter contre le handicap et la maladie. Et en plus, maintenant, nous devons affronter ce manque d'amour, d'amitié et de communication, nous ne devons en aucun cas nous laisser aller, nous devons lutter, mais pour cela nous avons besoin de vous tous pour détruire nos propres préjugés, pour redéfinir notre éducation dans ce domaine en plus d'une surprotection qui nous gêne, nous détruit et nous empêche de vivre et de nous épanouir normalement.

Nous devons sans cesse découvrir et apprendre dans tous les domaines mais cela ne se fait pas tout seul car nous sommes bien souvent complexés.

Dans cette situation qui n'est pas uniquement mon cas personnel que devons nous faire ? Aujourd'hui, je me pose la question et en même temps je vous la pose.

REBELLES LUTTE ARMEE ET NEO MAOISME

Un numéro 1 paru en Juin 81 d'un journal dont l'objectif est d'aider des prisonniers, politiques ou sociaux, à s'exprimer et à débattre. Au moment où ce premier numéro paraissait, de nombreux prisonniers politiques, ceux d'Action Directe (AD), des NAPAP, et des antinucléaires, des autonomistes, n'étaient pas compris dans l'amnistie.

L'édito de ce N° 1 nous prévient que le journal est désiquilibré et ne donne la parole qu'à des gens défendant la lutte armée. On y trouve en effet essentiellement deux textes, l'un émanant d'Action Directe, l'autre des NAPAP.

La lecture du premier texte nous laisse sur le cul...on y trouve, outre de justes descriptions de ce qu'est l'univers carcéral, tout ce que la pseudo violence verbale peut cacher de confusion politique et idéologique. A lire le texte, la situation Politique en France, se résume à une guerre entre l'Etat et Action Directe. Pour eux les ennemis implacables du Mouvement, ça va de Jean Cau à Bourguereau de Libération, de GUEULE HEBDO (une expression politique des autonomes pourtant) à Minute. L'allié objectif d'AD, ce sont bien entendu les sous prolétaires et les prolétaires...qui ne sont pas là pour le confirmer, bien entendu. Un prolétariat mythique...et à côté, de la merde, sauf AD..bien sûr !

La référence : la violence, la Résistance et la réappropriation de Jean Moulin (cet «anti fasciste Bourgeois»), Manouchian, Sendic (Léniniste), Curcio (Stalinien), Meinhof (Martyr). A.D préfère des gaullistes et des staliniens «résistants» MAIS MORTS . Tout est bon pourvu d'avoir un flingue dans les pognes. Qu'AD préfère ces gens aux journalistes de Libé et Gueule hebdo, même si on ne les aime pas non plus, ça fait bizarre par où ça passe !

AD veut «réagir militairement après chaque coup des forces répressives», «contrecarrer la guerre psychologique que lui livre l'Etat», «reprendre l'initiative», «ouvrir de nouveaux niveaux de lutte» :

Verbiage délirant digne de la gauche prolétarienne finissante, des années 70. Mais quand AD se fait arrêter, personne pour les soutenir. Où est donc sa force ?

Quand AD veut sortir de Prison, il est obligé d'utiliser n'importe qui (même des gens en désaccord avec elle) pour mener quelques actions super minoritaires qui sont uniquement dirigées vers les médias, amplifiées par eux à une période (été) où il n'y a pas grand chose qui se passe. On n'est pas contre les actions minoritaires, et on ne pense pas que tout ce qui a une assise populaire est forcément juste, mais de grâce, pas de mythification sur les possibilités et le sens d'un groupe armé à Paris, en France, soutenu par personne, ne parlant à personne, hors de toute réalité sociale !

L'autre texte est du même genre mais plus clair politiquement :

«..Constitution de l'avant garde objective...»

«...Vive la juste guerre des Brigades rouges...avant garde politique et militaire du Prolétariat Italien...»

ONCROIT REVER

Alors quoi ? poursuite stérile des vieilles sornettes Maoistes, ou rêve passéiste de quelques camarades isolés, coupés de tout, et qui ne survivent qu'en se raccrochant à quelques phantasmes ?

Dans ce numéro 1, un seul article critique....publié en...débat.

Le numéro 1 bis, peut paraitre plus nuancé. l'édito analyse justement les limites de l'amnistie et fait le point des luttes collectives dans les prisons. Mais on y retrouve encore largement la prose des NAPAP, mélange de stalinisme, de radicalité verbale, et de ...super réformisme (aménagement de la vie dans les prisons, deuxième douche hebdomadaire etc...)

C'est marrant comme ceux qui se montrent apparamment radicaux peuvent plonger dans le plus profond réformisme pour ce qui les concerne directement ! Mais que n'acceptent-ils pas les contradictions - et donc un certain réformisme- chez d'autres, concernés par d'autres situations

On ne lutte pas contre le réformisme par l'invective verbale.

En fait, le problème le plus important est double :

- sur le plan théorique on essaie d'introduire une nouvelle figure de classe : **les prisonniers politiques et sociaux.** Copie du modèle Italien des BR. Dérisoire théorisation d'une situation particulière ! Allez donc ensuite critiquer les étudiants qui dans les années 60 faisaient...des étudiants la nouvelle figure de classe et révolutionnaire, des femmes qui faisaient de même...des femmes, les noirs...des noirs, et des sous prolétaires ou des nons garantis...des non garantis.

- Sur le plan pratique, ces gens présentent un danger. Ils peuvent recruter sur cette base quelques prisonniers sociaux révoltés et paumés lorsqu'ils sortent de prison, ou quelques militants révoltés par le parti-pris anti-violence du «gauchisme social démocrate».

Nous ne nous laisserons pas enfermer dans un chantage comme celui exercé par la RAF sur le mouvement Allemand : si vous n'êtes pas avec nous, c'est que vous êtes avec nos ennemis : vieille dialectique stalinienne. NON, les ennemis de nos ennemis ne sont pas forcément nos AMIS. Nous ne devons pas non plus nous laisser enfermer par ceux qui au nom du rejet de la lutte armée, de la violence, laissent croupir en prison un maximum de droits communs, de politiques, de sociaux.

Le problème c'est que l'espace est étroit pour agir. Elargir cet espace de lutte contre les prisons, c'est se garder d'une conception de la lutte armée profondément léniniste d'une part, et sans aucun lien avec un mouvement social de l'autre. C'est refuser de se laisser manipuler par le chantage à la solidarité, qui dans la foulée laisse passer des contenus irrecevables.

J.P.D.

EN MOUVEMENT

AGORA

La Revue d'Informations Libertaires Internationales (B.P 1214, 31037 Toulouse Cédex) nous signale qu'un article du numéro d'Octobre devait être consacré aux émeutes de Grande Bretagne. Or cet article que devait rédiger P.P Goegan après un petit voyage sur place A ETE INTERDIT. Comment? et bien, arrivé à Southampton le 17 Août, notre camarade a été retenu 48H par l'Office de l'Immigration, puis refoulé sur Le Havre. Motif : «*D'après les informations que nous avons pu recueillir sur vos récentes activités politiques, nous sommes convaincus que votre expulsion est nécessaire au bien public* ». Voilà, tout y est : le grotesque et l'intolérale. Aujourd'hui, cette page d'Agora restera volontairement muette. Et demain combien en baillonneront-t-ils ? Les flics de Mme Tatcher ont aboyé après notre copain : «*cet homme est dangereux...il aime trop la liberté* !». Qu'ils soient assurés que nous en tirons un grand orgeuil. Chiens de garde, à bientôt

Après ce communiqué d'Agora, nous en profitons pour signaler que cette revue demande à ses lecteurs en fin d'abonnement de se réabonner, comme Courant Alternatif d'Ailleurs...

EDITIONS

Un collectif libertaire de Bayonne vient de republier dans la collection des «cahiers Noirs», trois textes :
- Le sabotage de POUGET
- Le droit à la paresse de LAFFARGUE.
- La tragédie de l'émancipation féminine d'EMMA GOLDMAN.

Le prix est de 8, 6 et 5 francs. On peut écrire à Acratie BP 53 64 Bayonne.

DES ECOUTES A REIMS

Comme il fallait s'y attendre, les écoutes téléphoniques ont repris . Les R.G de Reims après avoir enlevé les «bretelles d'écoute» après le 10 Mai viennent d'en remettre ! C'est ainsi que de nouveau, le Groupe Communiste Libertaire de Reims est en liaison téléphonique avec la sous préfecture. Nous envisageons bien sûr d'intervenir là dessus.

Si d'autres cas sont connus qu'ils se fassent connaitre au journal.

Rencontre Libertaire à Bordeaux les 17 et 18 oct.

Suite à la rencontre le Lyon les 7 et 8 juin derniers, il a été décidé d'une rencontre à Bordeaux, plus modeste et qui aurait pout thème la presse anarchiste... La première journée sera consacrée à une rencontre entre les journaux et revues libertaires (état de la prese, échanges de vue).

L'autre journée, au projet d'un journal libertaire hebdomadaire et s'adressant aux gens en dehors du mouvement libertaire proprement dit. Les journéées se dérouleront au local 7 rue du Muguet, à Bordeaux, à partir du samedi 17 oct à 10H. Pour tout contact, écrire : L'EN DEHORS ,46 rue du Mirail, 33000 Bordeaux. Tel, tous les jours sauf dimanche de 10h à 19 H : (56)92.17.78.

ERRAN

Le numéro 4 d'Erran, journal libertaire du Pays Basque Nord vient de sortir.

Au sommaire, une interview d'un groupe de théatre, LES CHIMERES, une analyse du monde associatif et ses liens possibles avec une nouvelle bourgeoisie, une analyse de la décentralisation, le point sur le nucléaire et sur l'armée.

ERRAN vient de sortir également une petite brochure où figurent des textes (traduits en français) sur la situation à Lémoniz et les problèmatiques de la lutte.

La brochure vaut 5F et le numéro 4 d'Erran 4F. On peut se le procurer en écrivant à

Acratie BP 25
40300 Peyrehorade

CONCERT

Le 14 octobre au théâtre d'ALBI, 81000, le COT (comités d'objecteurs tarnais) organise un gala de soutien avec G.Servat à 21H.

RADIO

A Bordeaux vient de se créer l'Association pour une radio libre d'expression populaire et locale, dans le but de mettre à la disposition des individus et des associations un Radio exprimant la réalité du mouvement populaire au niveau local, de la vie associative, revendicative, culturelle. Pour tout contact : Radio libre d'Expression Populaire et locale 46 rue du Mirail, 33000 Bordeaux.

TGV

Ainsi donc, maintenant grâce au TGV, en deux heures vous pourrez vous rendre de Paris à Lyon et en revenir dans le même temps.

«Le Monde» dans plusieurs pages consacrées à cet évènement, ouvrait ses colonnes à l'un des responsables de la SNCF qui expliquait que le TGV **est un instrument de décentralisation !**

Pour sûr ! Comme cela tout le petit monde des hommes d'affaires, des tecniciens, des profs de fac, des politiciens, pourront «réduire les distances» qui les séparent de leurs tripatouillages, en consommant un petit repas frugal qui ne leur coutera que 90F.

Leur conception de la décentralisation c'est de pouvoir venir plus vite de Paris vers les provinces, pour «mieux gérer» et mieux controler ! et puis les nouveaux élus locaux «décentralisés» seront eux aussi plus prêts de Paris quelquefois qu'ils aient quelque chose à demander.

Fiterman maintient les classes dans le TGV : ce n'est pas le métro tout de même !

SOULIERS ROSES

«Nous ne seront pas des godillots s'étaient exclamés les députés socialistes au lendemain des élections». Quelque temps après, au moment du débat sur la peine de mort, a propos de quelques «dissidents» réticents à l'abolition, Joxe déclarait que «de toute façon il y a discipline de vote dans le groupe socialiste sous peine d'exclusion» !!

LEMONIZ

Les comités anti-nucléaires d'Euskadi Sud, associés à d'autres collectifs de luttes (femmes, quartiers, anti-militarisme, chômeurs, pro-amnistie...) ont pris l'initiative d'organiser à Bilbao du 24 au 30 Août, des journées internationales anti-Lémoniz.

Ceci dans le contexte de l'après 23 février (tentative de coup d'Etat militaire), c'est à dire dans une période où la militarisation s'accroit au Pays Basque sud, où la répression se fait plus brutale encore, où la mobilisation populaire a tendance à s'affaiblir et à s'essouffler, où l'Etat Espagnol renforce ses plans de nucléarisation, où le gouvernement Basque jouit d'une plus grande marge de manœuvre pour son objectif d'institutionnalisation et de technocratisation du problème Lemoniz.

Ces journées avaient pour but de relancer la dynamique d'informations, de débats, de mobilisations et d'initiatives populaires pour la lutte contre la centrale qui entre dans sa phase finale et décisive (cette lutte dure depuis 8 ans et la mise en fonctionnement de la centrale, après de multiples ajournements, est prévue en été 82).

Et l'appel a été entendu. Des milliers de personnes se sont retrouvées à Bilbao pour débattre, manifester... et faire la fête ensmble.

Le thème de la lutte anti-nucléaire faisait la trame de ces journées mais sont apparus et se sont exprimés, avec tout autant de force, les mouvements et les luttes liés à d'autres problèmes de la réalité sociale.

En effet le problème nucléaire au Pays Basque Sud, n'est pas dissocié d'un contexte global ; la lutte antinucléaire contient le refus d'un type de société capitaliste, centraliste et destructrce et fait echo à d'autres luttes qui toutes, s'interpénètrent, pour une autre société, où chacun soit maître de sa destinée.

Et c'est dans cette volonté de débat global que, outre l'importante mobilisation populaire que cela représentait, résidaient la grande force et la portée exemplaire de ces journées.

VITE FAIT SUR LE ZINC

Cette rubrique peut être alimentée par des lecteurs : il s'agit de brefs commentaires d'actualité ...

Comment fonctionne Courant Alternatif ?

COURANT ALTERNATIF a un fonctionnement bien particulier : pas de comité de lecture permanent ni de spécialistes des éditos, dossiers et textes de fond, pas non plus de permanent journal !

Après l'échec de Front Libertaire quant à sa prise en charge collective rédactionnelle et technique, des militant(e)s de l'OCL ont cherché un projet de fonctionnement PERMETTANT DE REALISER UN JOURNAL LE PLUS COLLECTIVEMENT POSSIBLE AUSSI BIEN AU NIVEAU DE SON CONTENU POLITIQUE QUE DE SA REALISATION MATERIELLE ET DE SA DIFFUSION.

Au début de chaque mois, une Commission Journal est organisée dans une ville DIFFERENTE à chaque numéro. A cette Commission Journal peuvent participer aussi bien des militants de l'OCL (ceux de la région où a lieu la CJ et des représentants des autres régions) que des sympathisants.

C'est le groupe qui organise la Commission Journal qui a la charge de :

- **Collecter les articles proposés**
- **Réaliser la maquette du numéro**
- **Ecrire l'édito juste avant la parution en l'axant sur la situation politique du moment et en fonction de la discussion qui a eu lieu à la C.J.**
- **Réaliser la maquette de la couverture.**
- **Enfin transmettre la maquette terminée au groupe chargé de l'impression, de l'encartage et des envois. Tout ce travail doit être effectué en 3 semaines maximum.**

A ces C.J, nous faisons la critique des numéros précédents. nous discutons des articles proposés par des individus ou des groupes (présents, représentés ou qui ont fait parvenir articles ou propositions), nous en suscitons d'autres suivant les évènements.

Ce fonctionnement peut apparaitre difficile à tenir, étant donné qu'il repose sur la responsabilité de pas mal de gens (engagements à tenir) et sur des liaisons inter-villes fréquentes (déplacements aux C.J., liaisons postales).

EN UN AN NOUS AVONS REUSSI A TENIR CE PARI. Les numéros 1 à 8 ont été préparés successivement dans les villes suivantes : Paris est, Peyrehorade, Le Mans, Auxerre, Boulogne sur Mer, Paris sud, Reims, Le Mans, avec une participation oscillant entre 10 à 15 personnes à chaque C.J.

La commission journal préparatoire au numéro 11 de Courant Alternatif aura lieu à Peyrehorade le week end du 31 octobre et 1er novembre. Ceux qui souhaitent y participer peuvent écrire à Acratie BP 25 40300 Peyrehorade.

Finies les vacances !